



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 OCTOBRE 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 15th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de represse.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Alphonse Turgeon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1949, constituant en corporation: Alphonse Turgeon, courtier d'assurance, Dame Noella Vézina Turgeon, épouse séparée de biens de Alphonse Turgeon et dûment autorisée par ce dernier, et Robert Turgeon, administrateur, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des affaires comme agents ou courtiers d'assurances dans toutes leurs spécialités, sujettes aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec, sous le nom de "Alphonse Turgeon Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 657, Chemin Ste-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-o

L. DÉSILETS.

Letters Patent

Alphonse Turgeon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1949, incorporating: Alphonse Turgeon, insurance broker, Dame Noella Vézina Turgeon, wife separate as to property of Alphonse Turgeon and duly authorized by the latter, and Robert Turgeon, executive, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business of insurance agents or brokers in all lines of same, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, under the name of "Alphonse Turgeon Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 657 St. Foy Road, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

25889

Audograph Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre 1949, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, de la cité de Westmount, Jack Schwartz, gérant de bureau, et Zoé Garon, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous instruments, appareils, substances ou procédés se rapportant à la chimie, à la lumière, à l'optique, à l'électricité, à l'acoustique, à la photographie et à la mécanique, sous le nom de "Audograph Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Audograph Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1949, incorporating: David A. Schwartz, advocate, of the city of Westmount, Jack Schwartz, office manager, and Zoé Garon, secretary, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in any instruments, apparatus, substances or processes relating to chemistry, light, optics, electricity, acoustics, photography and mechanics, under the name of "Audograph Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The number of the company's shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

Beaulac Assurance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1949, constituant en corporation: Polydore Beaulac, agent d'assurance, J.-Gaston Beaulac, commis, et Marie-Blaise Beaulac, comptable, tous de Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en assurances générales, sujet aux dispositions de la Loi des Assurances de la province de Québec, sous le nom de "Beaulac Assurance Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quinze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889-o L. DÉSILETS.

Beaulac Assurance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1949, incorporating: Polydore Beaulac, insurance agent, J. Gaston Beaulac, clerk, and Marie-Blaise Beaulac, accountant, all of Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To act as general insurance brokers, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, under name of "Beaulac Assurance Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889 Deputy Attorney General.

Café Hi-Ho Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize septembre 1949, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, et Albert Gomberg, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme hôtelier, restaurateur et propriétaire de café, sous le nom de "Café Hi-Ho Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté et les paris illégaux.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Café Hi-Ho Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1949, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, and Albert Gomberg, advocate, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel-keeper and restaurant and café-keeper, under the name of "Café Hi-Ho Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The powers granted do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed and illegal betting.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

Canadian Beef & Pork Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize septembre 1949, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, Georges-François Reid, avocat, et Louise Héon, sténographe, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, élever et faire le commerce d'animaux sur pied et bestiaux de toute description;

Manufacturer et faire le commerce de viandes d'abattage et préparées; abattre des bestiaux et animaux de toutes sortes, sous le nom de "Canadian Beef & Pork Supply Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général.

25889

L. DÉSILETS.

Canadian Beef & Pork Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1949, incorporating: Paul Galt Michaud, advocate, Georges-François Reid, advocate, and Louise Héon, stenographer, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, raise and deal in live stock and cattle of every description;

To manufacture and deal in slaughtered and dressed meats; to slaughter cattle and animals of all kinds, under the name of "Canadian Beef & Pork Supply Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889-o

Deputy Attorney General.

Canadian Cameo Chime Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize septembre 1949, constituant en corporation: Charles-Edouard Poirier, commis de bureau, Adélaïde McDerby et Raymonde Champagne, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'un commerce général qui consiste à manufacturer, entreprendre, négocier et faire le commerce de toutes sortes d'articles, objets et marchandises et d'articles électriques et / ou mécaniques, sous le nom de "Canadian Cameo Chime Company Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général.

25889

L. DÉSILETS.

Canadian Cameo Chime Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1949, incorporating: Charles-Edouard Poirier, office clerk, Adélaïde McDerby and Raymonde Champagne, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general manufacturing, contracting business dealing in and with all kinds of goods, wares and merchandise in electrical and / or mechanical goods, under the name of "Canadian Cameo Chime Company Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889-o

Deputy Attorney General.

City Hall Avenue Garage Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1949, constituant en corporation: Hector Bergeron, mécanicien, Roland Rhéault, débosseur, et Aimé Chapdelaine, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter ou opérer un commerce communément appelé "Garage", sous le nom de "City Hall Avenue Garage Incorporated", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général.

25889-o

L. DÉSILETS.

City Hall Avenue Garage Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1949, incorporating: Hector Bergeron, mechanic, Roland Rhéault, dent remover and Aimé Chapdelaine, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and operate that which is usually called a "garage" business, under the name of "City Hall Avenue Garage Incorporated", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889

Deputy Attorney General.

Chantigny Electric Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1949, constituant en corporation: Homère Chantigny, marchand, Géraldine Poudrette Chantigny, épouse séparée de biens dudit Homère Chantigny et dûment autorisée aux fins des présentes, et Alban Miron, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands d'accessoires électriques, sous le nom de "Chantigny Electric Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au N° 1111 est, rue Demontigny, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-0

L. DÉSILETS.

Chantigny Electric Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1949, incorporating: Homère Chantigny, merchant, Géraldine Poudrette Chantigny, wife separate as to property of said Homère Chantigny and duly authorized by him for the purposes hereof, and Alban Miron, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in electric accessories, under the name of "Chantigny Electric Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 1111 Demontigny street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889

Deputy Attorney General.

C. J. Brown & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze septembre 1949, constituant en corporation: B. Nelson Holtham, avocat, et conseil en loi du Roi, Thomas Randall Edney, comptable agréé, Chas. A. White, Harry E. Grundy, avocats et Simone Sharpe, veuve, sténographe, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers d'épingles à linge et de tous articles faits de bois ou en partie de bois et métal ou fil de fer, sous le nom de "J. C. Brown & Company Limited", avec un capital de \$70,000 divisé en 700 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Danville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le quinze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889

L. DÉSILETS.

C. J. Brown & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1949, incorporating: B. Nelson Holtham, advocate and King's Counsel, Thomas Randall Edney, chartered accountant, Chas. A. White, Harry E. Grundy, advocates, and Simone Sharpe, widow, stenographer, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of clothes pins and of all articles made of wood, or partly of wood and metal or wire, under the name of "J. C. Brown & Company Limited", with a capital stock of \$70,000 divided into 700 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Danville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889-0

Deputy Attorney General.

Club Auto-Moto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1949, constituant en corporation: Emile Giroux, négociant de Beauport, Rodrigue Ostiguy, Edouard Nadon, négociants, René Nolin, gérant, et Saint-Georges Côté, publiciste, ces quatre derniers de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, construire, aménager des champs de courses et des amphithéâtres et tout ce qui s'y rapporte;

Organiser, et exploiter des restaurants, des théâtres, sous le nom de "Club Auto-Moto Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-0

L. DÉSILETS.

Club Auto-Moto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1949, incorporating: Emile Giroux, merchant, of Beauport, Rodrigue Ostiguy, Edouard Nadon, merchants, René Nolin, manager, and Saint-Georges Côté, publicist, these four latter of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire, build and equip race courses and amphitheatres and everything connected therewith:

To organize and operate restaurants, theatres under the name of "Club Auto-Moto Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889

Deputy Attorney General.

Davis and Wagner Garage and Service Station Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1949, constituant en corporation: Fred Davis, propriétaire de taxi, Dame Betty Indaig Davis, ménagère, épouse séparée de biens de Fred Davis et dûment autorisée par lui, Carl Wagner, voiturier, et Dame Sonia Tansky Wagner, ménagère, épouse séparée de biens de Carl Wagner et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme garagistes et opérateurs d'un poste de service, sous le nom de "Davis and Wagner Garage and Service Station Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Grace Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1949, constituant en corporation: Leon Crestohl, avocat et conseil en loi du Roi, Max Crestohl, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, Hilliard Ginsberg, avocat, de la cité de Montréal, Riva Bernice Shatsky, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, disposer, exploiter, administrer, placer sur, et autrement faire le commerce d'immeubles, lots, propriétés et bâtisses, sous le nom de "Grace Realty Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Hakoah Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1949, constituant en corporation: Max Crestohl, avocat, Riva Bernice Shatsky, secrétaire, tous deux de la cité d'Outremont, et Olyve Harrison, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, auberge, restaurant, fournisseur de victuailles, pourvoyeur, tenancier de maison de pension et maison de chambres, sous le nom de "Hakoah Country Club Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac-à-la-Truite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Davis and Wagner Garage and Service Station Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1949, incorporating: Fred Davis, taxi owner, Dame Betty Indaig Davis, housewife, wife separate as to property of Fred Davis and duly authorized by him, Carl Wagner, carter, and Dame Sonia Tansky Wagner, housewife, wife separate as to property of Carl Wagner and duly authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as garagists and service station operators, under the name of "Davis and Wagner Garage and Service Station Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

Grace Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1949, incorporating: Leon Crestohl, advocate and King's Counsel, Max Crestohl, advocate, both of the city of Outremont, Hilliard Ginsberg, advocate, of the city of Montreal, Riva Bernice Shatsky, secretary, spinster, of Outremont, and Olyve Harrison, secretary, spinster, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To construct, acquire, dispose of, operate, administer, invest in and otherwise deal in real estate, lots, properties and buildings, under the name of "Grace Realty Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

Hakoah Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1949, incorporating: Max Crestohl, advocate, Riva Bernice Shatsky, secretary, both of the city of Outremont, and Olyve Harrison, secretary, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, inn, restaurant, victualers, caretters, boarding house and lodging house, under the name of "Hakoah Country Club Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trout Lake, in the judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

J. A. Roberge & Fils Limitée
J. A. Roberge & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1949, constituant en corporation: J.-Aristide Roberge, Luc Roberge, marchands de Mégantic, et Marc Roberge, marchand, de Saint-Georges de Beauce, tous du district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tout genre de vêtements, chaussures, textiles, fourrures, marchandises sèches en général, sous le nom de "J. A. Roberge & Fils Limitée" — "J. A. Roberge & Sons Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Mégantic, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le quinze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-o

L. DÉSILETS.

J. Beaudoin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1949, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, et Paul-Aldéric Ouimet, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de lingerie et de vêtements de toutes sortes, sous le nom de "J. Beaudoin Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-o

L. DÉSILETS.

Katkin Business Equipment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1949, constituant en corporation: Ernest-J. Villeneuve, commerçant, Henri-Paul Lemay, avocat, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournisseur de meubles et marchand d'effets de bureau, sous le nom de "Katkin Business Equipment Co.", avec un capital de \$28,000 divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune, et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-o

L. DÉSILETS.

J. A. Roberge & Fils Limitée
J. A. Roberge & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1949, incorporating: J. Aristide Roberge, Luc Roberge, merchants, of Megantic, and Marc Roberge, merchant, of Saint-Georges de Beauce, all of the judicial district of Beauce, for the following purposes:

To deal in all kinds of clothing, footwear, textiles, furs, dry goods in general, under the name of "J. A. Roberge & Fils Limitée" — "J. A. Roberge & Sons Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Megantic, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

J. Beaudoin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1949, incorporating: John Richard Hyde, Roland Gérard Lefrançois, and Paul Aldéric Ouimet, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in lingerie and clothing of every kind, under the name of "J. Beaudoin Ltée".

The capital stock of the company will be divided into 1,000 shares without par or nominal value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is \$5,000.

The number of the company shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Katkin Business Equipment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1949, incorporating: Ernest-J. Villeneuve, trader, Henri Paul Lemay, advocate, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furniture dealer, and dealer in office supplies, under the name of "Katkin Business Equipment Co.", with a capital stock of \$28,000 divided into 600 common shares of a par value of \$5 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$25.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Ligue des Contribuables de la Corporation de la ville de Lachute Incorporée
Tax Payers of Lachute Town Incorporated

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1949, constituant en corporation: sans capital-actions: Jacques-E. Beaudoin, notaire, J.-A. Mathias Clairoux et Joseph-Orphir Desjardins, artisans, de la ville de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

S'intéresser aux intérêts des contribuables auprès des autorités municipales, sous le nom de "La Ligue des Contribuables de la Corporation de la ville de Lachute Incorporée" — "Tax Payers of Lachute Town Incorporated".

La valeur maxima que pourra détenir en biens immobiliers la corporation sera de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
 25889-o L. DÉSILETS.

Laurentide Housing Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1949, constituant en corporation: Lucien Gagnon, industriel, Dame Françoise-Marcelle Roy-Gagnon, épouse dudit Lucien Gagnon, et Pauline Boily, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter, exécuter et exercer toutes ou l'une quelconque des industries d'entrepreneurs généraux, constructeurs, dragueurs, excavateurs; généralement agir comme agent d'immeubles, sous le nom de "Laurentide Housing Construction Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 800 actions privilégiées de \$50 chacune et en 400 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
 25889-o L. DÉSILETS.

Les Fermes Hatley Inc.
Hatley Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1949, constituant en corporation: Evender Veilleux, Jean-L. Pélouquin, avocats, et Jeannette Hugo, secrétaire, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce des produits de la ferme, sous le nom de "Les Fermes Hatley Inc." — "Hatley Farms Inc.", avec un capital total de \$60,000 divisé en 6,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
 25889-o L. DÉSILETS.

La Ligue des Contribuables de la Corporation de la ville de Lachute Incorporée
Tax Payers of Lachute Town Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques E. Beaudoin, notary, J. A. Mathias Clairoux, and Joseph Orphir Desjardins, artisans, all of the town of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To attend to the interests of tax-payers in their dealings with Municipal Authorities, under the name of "La Ligue des Contribuables de la Corporation de la ville de Lachute Incorporée" — "Tax Payers of Lachute Town Incorporated".

The maximum value of the immovable property which the corporation may hold shall be \$10,000.

The head office of the corporation will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
 25889 Deputy Attorney General.

Laurentide Housing Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1949, incorporating: Lucien Gagnon, industrialist, Dame Françoise Marcelle Roy Gagnon, wife of said Lucien Gagnon, and Pauline Boily, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate, engage in and carry on all or any of the businesses of general contractors, builders, dredgers, excavators; to act generally as real estate agent, under the name of "Laurentide Housing Construction Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 800 preferred shares of \$50 each and 400 common shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
 25889 Deputy Attorney General.

Les Fermes Hatley Inc.
Hatley Farms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1949, incorporating: Evender Veilleux, Jean L. Pélouquin, advocates, and Jeannette Hugo, secretary, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To deal in farm products, under the name of "Les Fermes Hatley Inc." — "Hatley Farms Inc.", with a capital stock of \$60,000 divided into 6,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
 25889 Deputy Attorney General.

MacCallum Godbout Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze septembre 1949, constituant en corporation: Bartley Nelson Holtham, avocat et conseil en loi du Roi, Thomas Randall Edney, comptable agréé, et Chas. A. White, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme plombiers, manufacturiers, entrepreneurs dans le domaine de la plomberie, des appareils et accessoires sanitaires, et comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "MacCallum Godbout Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889

L. DÉSILETS.

Manoir Clairval Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1949, constituant en corporation: Arnold Schoch, Peter Schoch, éleveurs de visons, de Laterrière, et Gaston Tremblay, comptable agréé, de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "Manoir Clairval Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laterrière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-o

L. DÉSILETS.

Marché de Fruits Jacques-Cartier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze septembre 1949, constituant en corporation: Wilbrod Bhérér, Guy Pouliot et Jacques Juneau, avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits et légumes en général, sous le nom de "Marché de Fruits Jacques-Cartier Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-o

L. DÉSILETS.

Metis Beach Community Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf septembre 1949, constituant en corporation: Fred H. Mathewson, maire, F. J. Astle, marchand, Norman Crawford, W. J. Smith, cultiva-

MacCallum Godbout Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1949, incorporating: Bartley Nelson Holtham, advocate and King's Counsel, Thomas Randall Edney, chartered accountant, and Chas. A. White, advocate, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St Francis, for the following purposes:

To carry on the business of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sanitary fixtures and supplies, general contractors and builders, under the name of "MacCallum Godbout Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889-o

Deputy Attorney General.

Manoir Clairval Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1949, incorporating: Arnold Schoch, Peter Schoch, mink breeders, of Laterrière, and Gaston Tremblay, chartered accountant, of Chicoutimi, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "Manoir Clairval Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laterrière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889

Deputy Attorney General.

Marché de Fruits Jacques-Cartier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1949, incorporating: Wilbrod Bhérér, Guy Pouliot and Jacques Juneau, advocates, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal generally in fruit and vegetables, under the name of "Marché de Fruits Jacques-Cartier Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889

Deputy Attorney General.

Metis Beach Community Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1949, incorporating without share capital: Fred H. Mathewson, mayor, F. J. Astle, merchant, Norman Crawford, W. J. Smith, farm-

teurs, du village de Métis Beach, district judiciaire de Rimouski, John H. Molson, administrateur, de la cité de Westmount, George C. Marler, notaire, Honorable Wilfrid Bovey, procureur, C.R. Trenholme, courtier, John C. Newman, manufacturier, tous de la cité de Montréal, et Georges Daly, manufacturier, de la cité de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et sauvegarder les intérêts des résidents estivaux et des personnes possédant des propriétés immobilières dans la municipalité du village de Métis Beach et environs, sous le nom de "Metis Beach Community Association".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,000.

Le siège social de la corporation sera en la municipalité du village de Métis Beach, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889

L. DÉSILETS.

ers, of the village of Metis Beach, judicial district of Rimouski, John H. Molson, executive, of the city of Westmount, George C. Marler, notary, Honorable Wilfrid Bovey, barrister, C. R. Trenholme, stock broker, John C. Newman, manufacturer, all of the city of Montreal, and George Daly, manufacturer, of the city of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To advance and safeguard the interests of summer residents of and persons owning immovable property in the municipality of this village of Metis Beach and vicinity, under the name of "Metis Beach Community Association".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation will be at the Municipality of the Village of Metis Beach, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889-o

Deputy Attorney General.

Roberval Wood Products Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1949, constituant en corporation: Louis-Joseph Potvin, industriel, Yvonne Guay Potvin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens du dit Louis-Joseph Potvin, Eugène Parent, industriel, et Delila Grenon Parent, épouse contractuellement séparée de biens du dit Eugène Parent, tous de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois, manufacturer, fabriquer et vendre des produits ouvrés avec du bois, sous le nom de "Roberval Wood Products Company Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le quinze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

25889-o

L. DÉSILETS.

Roberval Wood Products Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1949, incorporating: Louis Joseph Potvin, industrialist, Yvonne Guay Potvin, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Louis Joseph Potvin, Eugène Parent, industrialist, and Delila Grenon Parent, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Eugène Parent, all of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in lumber; to manufacture, make and sell products wrought from wood, under the name of "Roberval Wood Products Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

25889

Deputy Attorney General.

Senior Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize septembre 1949, constituant en corporation: Lazar Tabachnik, Jacob Turowitz, marchands, et Samuel Stein, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, manufacturiers d'habits et vêtements de toute description pour hommes, femmes et enfants, fournitures de maison, bijouterie, menus objets, articles en cuir et tissus textiles, sous le nom de "Senior Dress Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Senior Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1949, incorporating: Lazar Tabachnik, Jacob Turowitz, merchants, and Samuel Stein, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers, manufacturers, in men's women's and children's clothing, and wearing apparel of every description, household furnishings, jewellery, smallwares, leather goods and textile fabrics, under the name of "Senior Dress Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 100 common shares of a par value of \$100 each, and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

Service Tool Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1949, constituant en corporation: Lucien Roux, C.R., avocat, de Westmount, Jean-Paul Verschelden, avocat, Lorraine Côté, Monique Le Marier, secrétaires, filles majeures, et Paul Lafontaine, huissier, tous quatre des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement faire le commerce de toutes pièces mécaniques, machinerie, sous le nom de "Service Tool Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889-o L. DÉSILETS.

Service Tool Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1949, incorporating: Lucien Roux, K.C., advocate, of Westmount, Jean Paul Verschelden, advocate, Lorraine Côté, Monique Le Marier, secretaries, spinsters, and Paul Lafontaine, bailiff, all four of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in mechanical parts and machinery, of all kinds, under the name of "Service Tool Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 400 common shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889 Deputy Attorney General.

St-Hyacinthe Transport (1949) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1949, constituant en corporation: René Beaudry, gérant, Bernard Deslandes, comptable, et Emile Beaudry, garagiste, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de transport, de camionnage, de service de livraison pour le transport ou la livraison de marchandises, sous le nom de "St-Hyacinthe Transport (1949) Inc.", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le treize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889-o L. DÉSILETS.

St-Hyacinthe Transport (1949) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1949, incorporating: René Beaudry, manager, Bernard Deslandes, accountant, and Emile Beaudry, garage keeper, all of Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on generally the transport and cartage business and that of delivery service for the transportation or delivery of merchandise, under the name of "St-Hyacinthe Transport (1949) Inc.", with a capital stock of \$150,000 divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889 Deputy Attorney General.

St-Jean-Baptiste Boulevard Taxi Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du douze septembre 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Roland David, Paul Léonard et Laurent Charbonneau, tous propriétaires de taxis, de Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Voir au maintien des justes droits des propriétaires de taxis et conserver l'harmonie entre les intéressés dans les différents moyens de transport, sous le nom de "St-Jean-Baptiste Boulevard Taxi Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

St-Jean-Baptiste Boulevard Taxi Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Roland David, Paul Léonard and Laurent Charbonneau, all taxi owners, of Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To see to the maintenance of the just rights of taxi owners and to conserve harmony between the interested parties in the various means of transportation, under the name of "St-Jean-Baptiste Boulevard Taxi Association".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889-o L. DÉSILETS.

Superior Iron & Metal Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1949, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, C.R., Cyril E. Schwisberg, avocats, de la cité d'Outremont, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, négocier et faire le commerce de toutes sortes de métaux et minéraux, y compris la ferraille et rebuts de métaux;

Exercer le commerce comme fondeurs et raffineurs et celui de fonderies de fer, fonderies de bronze, lamineries, moulins pour la fabrication de plaques, ateliers de mécanique et usines d'avions, sous le nom de "Superior Iron & Metal Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Twin Mountain Home

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf septembre 1949, constituant en corporation: sans capital-actions: Dr W. G. Krauser, médecin, de ville Mont-Royal, Mary T. Reynolds, diététicienne, de St-Laurent, James Mortimer Burnett, gérant de publicité et Kenneth Blake O'Brien, distributeur, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir, entretenir et diriger des camps d'été pour garçons et filles, sous le nom de "Twin Mountain Home".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25889 L. DÉSILETS.

Siège social

HATCHCRAFT LTD.

Avis est par les présentes donné que "Hatchcraft Ltd." qui fut incorporé en vertu de lettres patentes accordées le 30 mai 1949 a établi son bureau chef à 54 rue St-Vallier, Québec, P.Q.

Québec, ce 6 octobre 1949.

Le Secrétaire,
25901-o JACQUES de BILLY.

The head office of the corporation will be in Town of Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889 Deputy Attorney General.

Superior Iron & Metal Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1949, incorporating: Samuel E. Schwisberg, K.C., Cyril E. Schwisberg, advocates, of the city of Outremont, and Sonya Schneyer, secretary, spinster, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in and deal with all kinds of metals and minerals including scrap iron and scrap metals;

To carry on the business of smelters and refiners, of iron foundries, brass foundries, rolling mills, plating mills, machine shops and aircraft works, under the name of "Superior Iron & Metal Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

Twin Mountain Home

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1949, incorporating: without share capital: Dr W. G. Krauser, physician, of the Town of Mount Royal, Mary T. Reynolds, dietitian, of St Laurent, James Mortimer Burnett, advertising manager, and Kenneth Blake O'Brien, distributor, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide, maintain and conduct summer camps for boys and girls, under the name of "Twin Mountain Home".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
25889-o Deputy Attorney General.

Head Office

HATCHCRAFT LTD.

Notice is hereby given that "Hatchcraft Ltd.", incorporated by letters patent granted on May 30, 1949, has established its head office at 54 St-Vallier Street, Québec, P.Q.

Québec, October 6, 1949.

JACQUES de BILLY,
25901 Secretary.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le 26e jour de septembre 1949, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la Cité de Montréal, le JEUDI, PREMIER jour de DÉCEMBRE, 1949, à LIX heures du matin, à raison d'une réclamation de la Cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières annuelles ou spéciales ou pour arrérages de taxes consolidées.

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter mentioned, and more particularly described in a schedule filed in my office, on the 26th day of September 1949, will be sold by me, at my office, in the City of Montreal, on THURSDAY, the FIRST day of DECEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the City of Montreal for annual or special real estate taxes and assessments or for arrears of consolidated taxes.

Compte N° Account N°	Division d'enregistrement — Registration Division	Ca- dastre	Subdivision	N° Civique, Rue — Civic No., Street	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Taxes au 30 avril 1949 — Taxes as at April 30th 1949
120099	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1617	.....	110-12 Duke	Wilma E. MacDonald, épouse de- wife of Thomas Albert Gray et al.	30.03
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120216	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1624	.....	147 Nazareth. ...	Wilma E. MacDonald, épouse de- wife of Thomas Albert Gray et al.	448.85
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120219	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1628	.....	117-21 Nazareth .	Wilma E. MacDonald, épouse de- wife of Thomas Albert Gray et al.	268.75
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120609	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1170	.....	1726-32 Notre- Dame O.-W.	Laura Beauchamp, vve de-wid. of Edmond Sawyer.	1,105.92
120736	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1617	.....	831-35 Wellington 100 Duke.	Wilma E. MacDonald, épouse de- wife of Thomas Albert Gray et al.	796.88
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120738	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1628	.....	849-65 Wellington 115 Nazareth.	Wilma E. MacDonald, épouse de wife of Thomas Albert Gray et al.	1,422.07
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120980	Par. de-of Montreal ... Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	3034... 963...	.....	1974-80 Ri- chardson.	Johan Kulczycky et al.	175.74
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
121469	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	377... 378...	.....	1226-34 Forfar. .	Frank Yakimowsky	251.61
131041	Quartier St-Antoine. ... St. Antoine Ward.	465... p11	.....	1454 St-Antoine .	Yvonne Ouimet, vve de-wid. of Lucien Trempe	310.27
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
191049	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	570... .....	.....	89-93 DeMon- tigny E.	Rose de Lima Corbeil, vve de- wid. of Zéphirin Normandin et al.	250.83
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
191050	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	569... .....	.....	81-85 De Monti- gny E.	Rose de Lima Corbeil, vve de- wid. of Zéphirin Normandin et al.	334.44
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
211259	Quartier Ste-Marie. ... St. Mary's Ward.	p900	.....	1469-75 Logan. .	D.-A.-Gérard Jutras.	340.02

220313	Quartier Ste-Marie. . . St. Mary's Ward.	636	12.13.14. 15.16.	1551-59 Ave Papineau. 1815-19 De Montigny E.	Marie-Ange Charpentier, épouse de-wife of Eugène Lapointe. .	1,436.09
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
220545	Quartier Ste-Marie. . . St. Mary's Ward.	636	11.	1821-25 De Montigny E.	Marie-Anne Charpentier, épouse de-wife of Eugène Lapointe . .	256.40
220580	Quartier Ste-Marie. . . St. Mary's Ward.	615	11.	1858 De Mont- igny E. 1470 Cartier.	Marie-Anne Charpentier, épouse de-wife of Eugène Lapointe . .	518.95
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
220582	Quartier Ste-Marie. . . St. Mary's Ward.	636	5.6.	1822-28 De Montigny E.	Marie-Anne Charpentier, épouse de-wife of Eugène Lapointe . . .	381.20
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
240240	Par. Montreal	2604		2736-48 Centre 2761-67 Cha- teauquay.	Be St. Realities Corporation	708.31
240256	Par. Montréal	2739		2506-16 Centre	Be St. Realities Corporation	848.54
240325	Par. Montréal	p2626 p2626 p2625		2776-86 Cha- teauquay. 1121-25 D'Ar- genson.	Be St. Realities Corporation	701.14
240842	Par. Montréal	3238		Charon	Mabel Wilson, vve de-wid. of Thomas Armstrong.	35.84
241434	Par. Montréal	3383 3384	5.6. 4.3.	2362-72 Knox	Charles Robin.	225.21
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
250607	Par. Montréal	513 512.		2251-61a Work- man.	Charlotte Chrétien, vve de-wid. of Fortunat Lacombe.	351.17
281603	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	917	8-3, p7-3, 8-2, p7-2, 8-1, p7-1.	170-176 Roy 3792-94 Ave de l'Hôtel de Ville.	Be St. Realities Corporation . .	592.78
301032	Village Hochelaga. . . .	148	2665.	Ave Gascon	J.-Napoléon Préfontaine	48.92
301268	Village Hochelaga. . . .	148	2582.	Hogan.	Thomas Hill, Sr	68.23
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
301440	Village Hochelaga. . . .	148	2293.	2365-69 Mont- gomery.	L.-N.-Raoul Dubuc	223.17
310867	Village Hochelaga. . . .	29	455-1. . . . 455-2-1.	2189-93 David- son.	Patrick Tanguay.	350.82
330149	Village Hochelaga. . . .	18	1025, p1026.	3475-79 Ave d'Orléans. 3920-30 Rachel E.	Mike Skwarka.	1,468.75
351332	Par. Longue Pointe . . .	17	94.	45e Ave.	Edwin Ernest Ordridge	3.77
353433	Par. Longue Pointe . . .	28	754.	Bossuet	Alex Miller et al	3.46
354059	Par. Longue Pointe . . .	29	1433.	Cadillac	Olivine Thesan	2.69
354060	Par. Longue Pointe . . .	29 31.	1439. . . . 17.	Cadillac	Olivine Thesan	2.84
354715	Par. Longue Pointe . . .	28	189.	Ontario Est	Succ.-Est. Maria Pepin, vve de wid. of Augustin Tétreault . .	15.05
360813	Par. Longue Pointe . . .	326	10-30	Lyall	Alexandre Morin	16.63
360838	Par. Longue Pointe . . .	326	10-57	Hays Ave	Julien Vincent	39.40
360840	Par. Longue Pointe . . .	326	10-60 10-59.	570 Hays Ave . . .	Florida Proulx, épouse de-wife of Albert Vincent.	120.63
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
366135	Par. Longue Pointe . . .	398	692.	Marie Antoinette	Royden Alvin Smith	10.40
366804	Par. Longue Pointe . . .	398	571.	5160 Baldwin . . .	Mlle Réjeanne Lauzon	44.87
372041	Par. Longue Pointe . . .	399	717.	8694 Sherbrooke Est.	Douglas D. Gilbert	81.43
372042	Par. Longue Pointe . . .	399	716.	Sherbrooke Est . .	Douglas D. Gilbert	51.72
374383	Par. Longue Pointe . . .	407	114.	Fletcher Ave . . .	James Morgan	11.05
374384	Par. Longue Pointe . . .	407	113.	Fletcher Ave . . .	James Morgan	11.05

374385	Par. Longue Pointe	407	112	Fletcher Ave	James Morgan	11.05
374386	Par. Longue Pointe	407	111	Fletcher Ave	James Morgan	11.04
412269	Par. Montréal	3617	475	6044 Dumas	Henri Laurin	78.40
421492	Par. Montréal	1582	1.2.3.4.	4351-83 St-Jacques O.-W.	Z. Maxime Aumont et al	2,077.08
		1585	1.2.3.	709 Lacasse.		
421991	Par. Montréal	1913	73	4291-95 St-Ambroise.	Emma Brien dit Desrochers, vve de-wid. of Charles-Arthur Lépine.	270.34
431190	Par. Montréal	65	732	5460-62 Ave Bourret.	R.-G. Lord Limitée	476.95
431502	Par. Montréal	65	310	Ave Clanranald.	R.-G. Lord Limitée	111.18
433159	Par. Montréal	184	p568	3551-53 Boul. Décarie.	Nicholas Selavounakis alias Nicholas Nakis	464.80
443685	Par. Montréal	162	412	Kensington Ave	Alexander Ellison	69.08
443686	Par. Montréal	162	413	Kensington Ave	Alexander Ellison	69.07
444203	Par. Montréal	156	P43	Benny Ave.	John Robert McIntosh	49.53
445875	Par. Montréal	152	626	Park Row East.	Gordon S. Fletcher.	91.63
452475	Par. Montréal	142	137	Westmore.	J.-Alphonse Desroches	10.86
452476	Par. Montréal	142	136	Westmore.	J.-Alphonse Desroches	10.86
452477	Par. Montréal	142	135	Westmore.	J.-Alphonse Desroches	10.86
452478	Par. Montréal	142	134	Westmore.	J.-Alphonse Desroches	10.86
453641	Par. Montréal	181	28-3. 29-3 118-1 117-1.	5317-15 Western Ave.	Victor Dupuis	158.94
454149	Par. Montréal	156	P185	Ave N.-D. De Grâce.	Builders and Realtors Limited.	119.81
454150	Par. Montréal	156	P186	Ave N.-D. De Grâce.	Builders and Realtors Limited.	102.50
454151	Par. Montréal	156	P187	Ave N.-D. De Grâce.	Builders and Realtors Limited.	102.50
454297	Par. Montréal	147	P92	Monkland Ave	Builders and Realtors Limited.	133.38
454298	Par. Montréal	147	P93	Monkland Ave	Builders and Realtors Limited.	108.32
470871	Village Côte des Neiges	58	E-2-1	Ave Soissons	Amélia Deguire, vve de-wid. of Edouard Cardinal, et al	2,146.91
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
470872	Village Côte des Neiges	58	E-1	Ave Soissons	Amélia Deguire, vve de-wid. of Edouard Cardinal, et al	2,240.40
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
470897	Village Côte des Neiges	58	E-8	Northmount Ave	Amélia Deguire, vve de-wid. of Edouard Cardinal, et al	3,544.06
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
472135	Village Côte des Neiges	152	p29-2	Grosvenor Ave	J. Napoléon Préfontaine	62.90
500295	Village St-Jean-Baptiste	p172		4316 De Bullion	J. Raoul Larivée	184.12
500455	Village St-Jean-Baptiste	15	1203	4297-95 Ave de l'Hôtel de Ville.	Antoni Pohoda	21.37
531143	Village Côte St-Louis	328	615, 614, 613, 612, 611, 610, 609, 385, 384, 383, 382.	4831-01 Boyer 1017-19A Gilford	Paul Aimé Lanoue	1,254.15
531370	Village Côte St-Louis	329	133	4544-46 Brébeuf	Roland Beaudry	159.17
531371	Village Côte St-Louis	329	132	4548-52 Brébeuf	Roland Beaudry	250.83
540920	Village Côte St-Louis	336	5	Ave Papineau	J. Achille Francœur	100.34
540921	Village Côte St-Louis	336	4	Ave Papineau	J. Achille Francœur	100.33
540951	Village Côte Visitation.	153	p85	4371-73 Ave Papineau. 1809-17 Ruelle Morel.	Eugène Hardy	444.01

661387	Village Côte Visitation	183...	122.....	Ave Charlemagne	P. Armand Richard	15.38
661985	Village Côte Visitation	194...	52.....	Boul. Pie IX	George Cuchurean	18.09
661987	Village Côte Visitation	194...	50.....	Boul. Pie IX	George Cuchurean	18.09
664246	Village Côte Visitation	188...	1275.....	40ième Ave	J. Stanley Downs	4.04
664247	Village Côte Visitation	188...	1274.....	40ième Ave	J. Stanley Downs	4.05
671507	Village Côte Visitation	192...	82.....	Bellechasse	Emmanuel Grenier	79.79
671978	Village Côte Visitation	199...	962.....	St-Zotique E.	Succ.-Est. Zorela Robitaille, épse de-wife of J. Eusèbe Voyer	8.39

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.

681497	Par. Sault au Récollet	490...	495.....	St-André	Bruno Dupont	37.76
681498	Par. Sault au Récollet	490...	494.....	8121 St-André	Bruno Dupont	62.38
682534	Par. St-Laurent	2630...	471.....	8131 Ave Des Belges	J. Roland St-Onge	89.75

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.

685223	Par. St-Laurent	2628...	14.....	Lajeunesse	Nicola Frascarelli	54.77
685224	Par. St-Laurent	2630...	629.....	8482 St-Hubert	Gérard Labbé	111.48
693252	Par. Sault au Récollet	240...	51.....	Lajeunesse	Arthur Tamburini	66.46
693253	Par. Sault au Récollet	240...	52.....	Lajeunesse	Arthur Tamburini	66.45
693254	Par. Sault au Récollet	240...	53.....	Lajeunesse	Arthur Tamburini	66.46
693255	Par. Sault au Récollet	240...	54.....	Lajeunesse	Arthur Tamburini	66.45
693256	Par. Sault au Récollet	240...	55.....	Lajeunesse	Arthur Tamburini	66.46
693257	Par. Sault au Récollet	240...	56.....	Lajeunesse	Arthur Tamburini	60.34
693259	Par. Sault au Récollet	240...	58.....	Lajeunesse	Arthur Tamburini	60.35
695546	Par. Sault au Récollet	224...	638.....	9795 Boul. Olympia	Raoul Laurent Jetté	40.31
695881	Par. Sault au Récollet	217...	141.....	9748 Ave Hamel	Ernest Boisvert	80.25
710930	Par. St-Laurent	350...	968.....	Stuart Ave	Rose de Lima Corbeil, vve de-wid. of Zephirin Normandin	3.23
710931	Par. St-Laurent	350...	967.....	Stuart Ave	Rose de Lima Corbeil, vve de-wid. of Zephirin Normandin	3.22
716456	Par. Sault au Récollet	133...	384.....	Iberville	La Cie Provinciale d'immeuble Limitée	1.86
720525	Par. Sault au Récollet	134...	871.....	Rancourt	Douglas Gilbert	3.71
720526	Par. Sault au Récollet	134...	870.....	Rancourt	Douglas Gilbert	3.71
721894	Par. Sault au Récollet	164...	1332.....	Ave De Lorimier	Isabella Rooney	9.70
721895	Par. Sault au Récollet	164...	1331.....	Ave De Lorimier	Isabella Rooney	9.38
730600	Par. Sault au Récollet	262...	665.....	Boul. St-Laurent	Laura Beauchamp, vve de-wid. of Edmond Sawyer	37.66
730601	Par. Sault au Récollet	262...	666.....	Boul. St-Laurent	Laura Beauchamp, vve de-wid. of Edmond Sawyer	37.66
740594	Par. Sault au Récollet	298...	.....	1479 Boul. Gouin O.-W.	Marie Louise Laurin, épse de-wife of Alcide Desjardins	159.03

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.

741759	Par. Sault au Récollet	p308		Ferme-Farm De Louisbourg	Cremazie Realty Ltd	2,703.67
--------	------------------------	------	-------	--------------------------	---------------------	----------

Conformément au premier alinéa de l'article 401 de la Charte de la Cité de Montréal, tel qu'amendé par la loi 1 George VI, chap. 103, sec. 62, un dépôt de 10% du montant de l'évaluation municipale inscrite au rôle en vigueur lors de cette vente, sera exigible du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale.

In accordance with the 1st paragraph of Art. 401 of the Charter of the City of Montreal, as amended by the Act 1 George VI, chap. 103, section 62, a deposit of 10% of the amount of the municipal valuation entered on the roll in force at the time of the sale, shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.

Bureau du shérif,
Montréal, le 13 octobre 1949.

25918-o Sheriff's Office,
Montreal, October 13th, 1949.

25918-o

Avis divers

LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES
Chapitre 98, S.R.Q. 1941
FORMULE 1

1.— (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Corporation de la Ville de Mégantic, dans le comté de Frontenac, Que., se propose de demander l'autorisation d'installer une turbine génératrice de 2250 H.P. Cette turbine génératrice sera installée dans une nouvelle usine qui sera construite sur la rivière Chaudière, entre les contours Spaulding et Gayhurst, au site connu sous le nom de site Gayhurst. En plus de l'usine, les travaux comprendront la construction d'un barrage en terre d'une hauteur de 66 pieds, à travers la rivière, avec déversoir en béton muni de trois vannes de contrôle en acier.

Avis de plus est donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages, et le terrain affecté à été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Frontenac, à Lac Mégantic, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Sherbrooke, P.Q., le 19 septembre 1949.
Les Ingénieurs Professionnels pour la
Corporation de la ville de Mégantic,
CRÉPEAU, COTÉ & LEMIEUX.

25779-38-4-o

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de l'association "The Arvida Athletic Association (A.A.A.)", tenue à Arvida le 29 septembre 1949, le nom de ladite association a été, par une résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de "The Arvida Athletic & Recreation Association (A.A.R.A.)", et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi des clubs de récréation (S.R.Q. 1941, chapitre 304).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 octobre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25895 JEAN BRUCHÉSI.

DOMESTIC ELECTRIC LIMITED

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Domestic Electric", certifie par les présentes que ce qui suit est un sommaire du règlement "A" passé par les directeurs de ladite compagnie, le 17 mai 1949.

Que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf pour fins de ventilation de ses affaires, qu'elle n'a aucune dette ni obligations et qu'elle a décrété la distribution de son actif en espèces entre les actionnaires pro-rata au nombre d'actions détenues par eux, respectivement.

Granby, ce 17 mai 1949.

DOMESTIC ELECTRIC LIMITED,
Le Secrétaire,
25919-o FRANCES-A. DUNN.

Miscellaneous Notices

WATER COURSE ACT
Chap. 98, R.S.Q. 1941,
FORM 1

1.— (Section 8).

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water Course Act, that the Corporation of the Town of Mégantic, in the County of Frontenac, Que., intends to apply for authorization to install one water-wheel and generator of a capacity of 2250 H.P. This generating unit will be installed in a new power house to be erected on Chaudière River, between the Townships of Spaulding and Gayhurst, at the Site known as "Gayhurst Site". Besides the power house, the project will include the construction of an earth dam of 66 feet in height, across said river of concrete spillway equipped with three control steel gates.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the land affected has been forwarded to the Minister of Lands and Forest, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Frontenac, at Lake Mégantic, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Sherbrooke, P.Q., September 19th, 1949.
CRÉPEAU, COTÉ & LEMIEUX,
Professional Engineers for the
Corporation of the Town of Mégantic.
25779-38-4-o

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of the association "The Arvida Athletic Association (A.A.A.)" held at Arvida on September 29, 1949, the name of the said association was, by a resolution duly adopted for such purpose, changed to that of "The Arvida Athletic & Recreation Association (A.A.R.A.)", and such in conformity with the provisions of section 4 of the Amusement Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 304).

Given at the office of the Provincial Secretary, October 8, 1949.

25895-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

DOMESTIC ELECTRIC LIMITED

I, the undersigned, secretary of "Domestic Electric Limited", do hereby certify that the following is a summary of by-law "A", passed by the directors of the said company, on the 17th day of May 1949.

That the company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, has no debts or obligations, and has ordered the distribution of the assets in specie among the shareholders pro rata according to their several holdings of stock.

Dated at Granby, this 17th day of May 1949.

DOMESTIC ELECTRIC LIMITED,
FRANCES-A. DUNN,
Secretary.
25919-o

ROMAINE RIVER RAILWAY COMPANY

Règlement N° 4

Augmentant le nombre des directeurs de quatre à sept.

Qu'il soit décrété par les directeurs de la compagnie "Romaine River Railway Company" comme un règlement de ladite compagnie ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à sept, de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de sept directeurs.

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie "Romaine River Railway Company", certifie, par les présentes, que le règlement ci-dessus a été passé par les directeurs en date du 16 août 1949, et qu'il a été confirmé à l'unanimité par tous les actionnaires à une assemblée spéciale tenue à la date sus-mentionnée.

Le Secrétaire,
V. A. de BILLY.

25894

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Breakeyville", en date du 12 septembre 1949, dont le siège social est situé à Ste-Hélène de Breakeyville, comté de Lévis, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 septembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

25890-o

L'ASSOCIATION CANADIENNE D'URBANISME, —
DIVISION DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
THE COMMUNITY PLANNING ASSOCIATION OF CANADA — QUEBEC PROVINCIAL DIVISION

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de quatre à dix:

"IV — Conseil d'administration et Comité exécutif (de la division) — Le Conseil d'administration de dix membres de la Division provinciale sera composé du président, de deux vice-présidents, avec un substitut élu pour chacun, du secrétaire-trésorier et d'un délégué de chacune des sections actuelles et futures de la Division provinciale.

Le Vice-président,
EMILE NADEAU, M.D.

25891-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 5 octobre 1949, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Cuir et de la Chaussure des Trois-Rivières Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 octobre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

25893-o

ROMAINE RIVER RAILWAY COMPANY

By-Law No. 4

Increasing the number of directors from four to seven.

Be it enacted by the directors of "Romaine River Railway Company" as a By-law of the said Company as follows:

The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from four to seven so that the board of Directors of the Company shall hereafter be composed of seven directors.

I, the undersigned, Secretary of "Romaine River Railway Company", do hereby certify that the above By-law was passed by the directors on the 16th day of August 1949 and that it was unanimously confirmed by all the shareholders at a special meeting duly held on the aforementioned date.

V. A. de BILLY,
Secretary.

25894-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Breakeyville" under date the 12th day of September, 1949, whereof the head office is at Ste-Hélène de Breakeyville, county of Lévis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th of September, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

25890

L'ASSOCIATION CANADIENNE D'URBANISME —
DIVISION DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
THE COMMUNITY PLANNING ASSOCIATION OF CANADA — QUEBEC PROVINCIAL DIVISION

Excerpt from the by-laws of the above mentioned corporation concerning the increase in the number of its directors from four to ten:

"IV — Administrative Council & Executive Committee (of the Division) — The administrative Council of ten members of the Quebec Provincial Division shall be composed of a president, two vice-presidents with an elected substitute for each, a secretary-treasurer and one delegate for each of the actual and future sections of the Provincial Division.

EMILE NADEAU, M.D.,
Vice-president.

25891-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on October 5, 1949, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Cuir et de la Chaussure des Trois-Rivières Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R. S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 8, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

25893

ALBERTO INC.

Extrait du règlement N° 7A

Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de 3 à 5

"1° Le nombre des directeurs du bureau de direction de la compagnie est par les présentes fixé à cinq."

Certifié extrait conforme.

25892-o

Le Secrétaire,
HENRI GAGNÉ.

ALBERTO INC.

Extract from By-law No. 7A

Concerning the increase in the number of directors from 3 to 5

"1. The number of directors forming the board of directors of the company is hereby fixed to five."

Certified true copy.

25892

HENRI GAGNÉ,
Secretary.

C. CHAMPOUX INC.

En vertu de l'article 90 de la Loi des Compagnies de Québec, chapitre 276, la compagnie "C. Champoux Inc." donne avis, par les présentes, qu'elle a adopté un règlement pourvoyant à la discontinuation de ses affaires et un règlement autorisant la distribution de ses actifs à ses actionnaires.

Québec, le 11 octobre 1949.
(Scellé)

25917-o

Le Secrétaire,
A. EMILE BEAUVAIS, C.A.

C. CHAMPOUX INC.

Under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, Chapter 276, "C. Champoux Inc." hereby gives notice that it has approved a by-law whereby this Company has ceased to carry on business except for winding-up its affairs and has also approved a by-law authorizing the distribution of its assets to its shareholders.

Quebec, 11th October 1949.
(Seal)

25917-o

A. EMILE BEAUVAIS, C.A.,
Secretary.

AMERICAN PAPER BOX CO. LIMITED

Règlement N° 30

Attendu qu'il est jugé nécessaire d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à six;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit modifié en augmentant le nombre de ces directeurs de cinq à six;

Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

Daté de trente septembre, mil neuf cent quarante-neuf.

25920

Le Président,
H. H. FOGEL.
Le Secrétaire,
HARRY D. FOGEL.

AMERICAN PAPER BOX CO. LIMITED

By-law No. 30

"Whereas it is expedient to increase the number of directors of the company from five to six;

Now therefore be it enacted as a by-law of the company:

That the number of directors of the company be varied by increasing the number of such directors from five to six;

That the by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Dated this thirtieth day of September, one thousand nine hundred and forty-nine.

H. H. FOGEL,
President.
HARRY D. FOGEL,
Secretary.

Compagnies autorisées à faire
des affaires

Avis est donné que la compagnie "Fred Mannix & Company Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. George W. Hall de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans cette Province est à 507 Place d'Armes, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Companies Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the company "Fred Mannix & Company Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. George W. Hall of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in this Province is at 507 Place d'Armes, in the said City of Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 12 octobre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25921 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que la compagnie "James Bay South, Incorporated" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. J. W. Sutherland de Maniwaki, P. Q.

Le bureau principal de la corporation dans cette Province est au Lac Désert, s/d C. S. MacLean, Maniwaki, P. Q.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 12 octobre 1949.

Le Sous secrétaire de la Province,
25921 JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 12th day of October, 1949.

JEAN BRUCHÉSI.
25921-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the company "James Bay South, Incorporated" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws to the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. J. W. Sutherland of Maniwaki, P. Q.

The principal office of the Corporation in this Province is at Lac Désert, c/o C. S. MacLean, Maniwaki, P. Q.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 12th day of October, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25921-o Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 3 septembre 1949 du conseil de la municipalité de St-Maxime du Mont-Louis, comté de Gaspé-Ouest, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 7 octobre 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 7 octobre 1949.

Le Ministre des Affaires municipales,
25896-o BONA DUSSAULT.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 6 septembre 1949 du conseil du village de Lotbinière, comté de Lotbinière, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 12 octobre 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 12 octobre 1949.

Le Ministre des Affaires municipales,
25922-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of September 3, 1949, of the Council of the Municipality of St-Maxime du Mont-Louis, county of Gaspé-West, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of October 7, 1949, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2)

Québec, October 7, 1949.

BONA DUSSAULT,
25896 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice, that, as requested by a resolution of September 6, 1949, of the Council of the village of Lotbinière, county of Lotbinière, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of October 12, 1949, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, October 12, 1949.

BONA DUSSAULT,
25922 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Ste-Famille, I.O., le cercle agricole de la paroisse St-Férol, le cercle agricole

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the farmer's club of the parish of Ste-Famille, I.O., the farmers' club of the parish of St-Férol, the farmers' club

de la paroisse St-François de Sales (I.O.), le cercle agricole de la paroisse St-Laurent et le cercle agricole de la paroisse de Ste-Pétronille, tous cinq dans le comté de Montmorency, ayant négligé pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 3 octobre 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
25897-o R. TRÉPANIÉ.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides et le cercle agricole de la paroisse Ste-Foye, tous deux dans le comté de Québec, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 3 octobre 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
25897-o R. TRÉPANIÉ.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Césaire, le cercle agricole de la paroisse de St-Hilaire, le cercle agricole de la paroisse St-Jean-Baptiste de Rouville, le cercle agricole de la paroisse Ste-Marie de Monnoir et le cercle agricole de la paroisse de St-Paul d'Abbotsford, tous cinq dans le comté de Rouville, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 3 octobre 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
25897-o R. TRÉPANIÉ.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole du canton de Bergeronnes, le cercle agricole de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus et le cercle agricole de la mission St-Jean-Baptiste de la Pointe aux Outardes, tous trois dans le comté de Saguenay, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 3 octobre 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
25897-o R. TRÉPANIÉ.

of the parish of St-François de Sales (I.O.), the farmers' club of the parish of St-Laurent and the farmers' club of the parish of Ste-Pétronille, all five in the county of Montmorency, having neglected for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, October 3, 1949.

R. TRÉPANIÉ,
25897 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Notre-Dame-des-Laurentides and the farmers' club of the parish of Ste-Foye, both in the county of Quebec, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, October 3, 1949.

R. TRÉPANIÉ,
25897 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of St-Césaire, the farmers' club of the parish of St-Hilaire, the farmers' club of the parish of St-Jean-Baptiste de Rouville, the farmers' club of the parish of Ste-Marie de Monnoir and the farmers' club of the parish of St-Paul d'Abbotsford, all five in the county of Rouville, having neglected for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, October 3, 1949.

R. TRÉPANIÉ,
25897 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the farmers' club of the township of Bergeronnes, the farmers' club of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus and the farmers' club of the mission of St-Jean-Baptiste de la Pointe aux Outardes, all three in the county of Saguenay, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, October 3, 1949.

R. TRÉPANIÉ,
25897 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 44-48B

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 5 octobre 1949, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 44-48B

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, October 5, 1949, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President,

Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de l'Abitibi

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de l'Ordonnance N° 44-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948, est amendé en y ajoutant la municipalité de Normetal.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DE ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission,
de l'Industrie Laitière.

25914-o

Joseph Hébert, Omer-E. Milot, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Abitibi

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Article 2 of Order No. 44-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, is amended by including the municipality of Normetal.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, president,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry,
Commission.

25914-o

Département de l'Instruction publique

N° 284-49.

Québec, le 29 septembre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Angèle-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, la partie du lot N° 213 appartenant à Monsieur Claudio Tétreault, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Grégoire, dans le comté d'Iberville.

Pour le Surintendant,
Par B. O. FILTEAU.

25868-40-2-o

N° 1262-45.

Québec, le 11 octobre, 1949.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de Bonaventure, dans le comté de Bonaventure, à celui de la municipalité scolaire de Cox, dans le comté, et ce pour les Protestants seulement.

Le territoire de cette municipalité scolaire est décrit comme suit, savoir:

Lot cadastral N° 1 au lot cadastral N° 81 rang I de New-Carlisle, ouest; lot cadastral N° 603 au lot cadastral N° 681 rang II, New-Carlisle, ouest; le lot cadastral N° 682, au lot cadastral N° 737, rang III, New-Carlisle, ouest; le lot cadastral N° 928 au lot cadastral N° 984 rang IV New-Carlisle, ouest; le lot cadastral N° 985 au lot N° 1015 rang V New-Carlisle ouest; le lot cadastral N° 1131 au lot cadastral N° 1167 au rang I Paspebiac-Line ouest; le lot cadastral N° 1168 au lot cadastral N° 1197 rang II Paspebiac-Line ouest; le lot cadastral N° 1351 au lot cadastral N° 1358 rang III Paspebiac-Line ouest; le lot cadastral N° 1359 au lot cadastral N° 1366 rang IV, Paspebiac-Line ouest, le lot cadastral N° 1471 au lot cadastral N° 1481 rang V Paspebiac-Line ouest; le lot cadastral 1482 au lot cadastral N° 1492 rang VI Paspebiac-Line ouest; le lot 1564 au lot cadastral N° 1582 rang VII Paspebiac-Line ouest; le lot cadastral N° 1875 au lot cadastral N° 1895 rang Bloc Y. Paspebiac-Line ouest.

Pour le Surintendant,
de l'Instruction publique,
B. O. FILTEAU.

25910-41-2-o

Department of Education

No. 284-49

Quebec, September 29, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Angèle-de-Monnoir, in the county of Rouville, the part of lot No. 213 belonging to Mr. Claudio Tétreault, and to annex it to the school municipality of Saint-Grégoire, in the county of Iberville.

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent.

25868-40-2

No. 1262-45

Quebec, October 11, 1949.

Application is made to annex the territory of the school municipality of Bonaventure, in the county of Bonaventure, to that of the school municipality of Cox, in the same county, and this for Protestants only.

The territory of the said school municipality is described as follows, to wit:

Cadastral lot No. 1 to cadastral lot No. 81 range I of New Carlisle, West; cadastral lot No. 603 to cadastral lot No. 681 range II of New Carlisle West; cadastral lot No. 682 to cadastral lot No. 737 range III of New Carlisle, West; cadastral lot No. 928 of cadastral lot No. 984 range IV of New Carlisle, West; cadastral lot No. 985 of cadastral lot No. 1015 range V of New Carlisle, West; cadastral lot No. 1131 of cadastral lot No. 1167 range I Paspebiac Line, West; cadastral lot No. 1168 to cadastral lot No. 1197 range II Paspebiac Line, West; cadastral lot No. 1351 to cadastral lot No. 1358 range III Paspebiac Line, West; cadastral lot No. 1359 to cadastral lot No. 1366 range IV Paspebiac Line, West; cadastral lot No. 1471 to cadastral lot No. 1481 range V Paspebiac Line, West; cadastral lot No. 1482 to cadastral lot No. 1492 range VI Paspebiac Line, West; cadastral lot No. 1564 to cadastral lot No. 1582 range VII Paspebiac Line, West; cadastral lot No. 1875 to cadastral lot No. 1895 range Block Y Paspebiac Line, West.

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent
of Education.

25910-41-2

N° 875-49.

Québec, le 11 octobre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, les lots 108 et 109 et leurs subdivisions du cadastre officiel de Pointe-Claire, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-de-Chantal, dans le même comté. Ce changement s'appliquera pour les contribuables catholiques seulement.

Pour le Surintendant de
l'Instruction publique,
B. O. FILTEAU.

25911-41-2-o

No. 875-49.

Quebec, October 11, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Pointe-Claire in the county of Jacques-Cartier, lots 108 and 109, and the subdivisions thereof, on the official cadastre for Pointe-Claire, and to annex them to the school municipality of Sainte-Jeanne-de-Chantal, in the same county. Said change shall apply to Catholic tax-payers only.

B. O. FILTEAU,
for the Superintendent
of Education.

25911-41-2

N° 614-49

Québec, le 11 octobre, 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 5 octobre, 1949, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Lauzon, en celui de "La municipalité scolaire de Lauzon", dans le comté de Lévis.

Pour le Surintendant de
l'Instruction publique,
B. O. FILTEAU.

25915-o

No. 614-49

Quebec, October 11, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated October 5, 1949, to change the name of the school municipality of the village of Lauzon to that of "The School Municipality of Lauzon", in the county of Lévis.

B. O. FILTEAU,
for the Superintendent
of Education.

25915

No. 475-49

Québec, le 12 octobre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Moïse, dans le comté de Matapédia, le lot 13 du rang II, du canton de Awantjish; les lots 14 et 15 du rang III, du même canton et de les annexer à la municipalité scolaire de La Rédemption, dans le même comté.

Pour le Surintendant,
Par B. O. FILTEAU.

25925-41-2-o

No. 475-49.

Quebec, October 12, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Moïse, in the county of Matapédia, lot 13 of range II, in the township of Awantjish; lots 14 and 15 of range III, of the same township, and to annex them to the school municipality of La Rédemption, in the same county.

Per B. O. FILTEAU,
For the Superintendent.

25925-41-2

N° 905-48.

Québec, le 12 octobre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre de Broughton, dans le comté de Beauce, les lots 16 à 18 inclusivement du rang X, du canton de Leeds; 15 à 18 inclusivement du rang XI, du même canton; la demie du lot 16 appartenant à Monsieur Thomas Laughrea et 17 à 21 inclusivement du rang XII, du même canton et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jacques-de-Leeds, dans le comté de Mégantic.

Pour le Surintendant,
Par B. O. FILTEAU.

25926-41-2-o

No. 905-48.

Quebec, October 12, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre de Broughton, in the county of Beauce, lots 16 to 18 inclusively of range X, of the township of Leeds; 15 to 18 inclusively of range XI, of the same township; the half of lot 16 belonging to Mr. Thomas Laughrea and 17 to 21 inclusively of range XII, of the same township, and to annex them to the school municipality of Saint-Jacques-de-Leeds, in the county of Megantic.

Per B. O. FILTEAU,
For the Superintendent.

25926-41-2

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Granby. Division d'enregistrement de Shefford

Avis est par la présente donné que le lot 552 est annulé et la superficie du lot 551 est ajoutée en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, 4 octobre 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25898-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the Township of Granby. Registration Division of Shefford

Notice is hereby given that lot 552 is cancelled and its area is added to that of lot 551 in virtue of Articles 2174 and 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 4th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25898-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts (maintenant partie de la ville de Ste-Agathe-des-Monts) Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que dans le Rang III du canton de Beresford, les lots 10-51 à 10-58, 10-61, 10-62; les lots 10-101 à 10-106, 10-108 à 10-111; les lots 10-113 à 10-118, 10-120 à 10-125, 10-129 à 10-131, sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 septembre 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25898-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste Agathe des Monts (now part of the town of Ste-Agathe-des-Monts) Registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that in Range III Township of Beresford, lots 10-51 to 10-58, 10-61, 10-62, lots 10-101 to 10-106, 10-108 to 10-111; lots 10-113 to 10-118, 10-120 to 10-125, 10-129 to 10-131 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 21st, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
OVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25898-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Cyprien division d'enregistrement de Saint-Jean.

Avis est par la présente donné que le lot 214 est corrigé, une partie des lots 210, 211, 212 et 213 est annulée et les lots 740 et 741 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 septembre 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25916-o

NOTICE

Official cadastre of the Parish of St. Cyprien Registration Division of Saint-Jean.

Notice is hereby given that lot 214 is corrected part of lots 210, 211, 212 and 213 is cancelled and lots 740 and 741 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 12th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25916-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Valentin division d'enregistrement de Saint-Jean.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 237, 238, 238A, 239, 240, 241, 242 et 243 est annulée et les lots 435 à 460 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 septembre 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25916-o

NOTICE

Official cadastre of the Parish of St. Valentin, Registration Division of Saint-Jean.

Notice is hereby given that part of lots 237, 238, 238A, 239, 240, 241, 242 and 243 is cancelled and lots 435 to 460 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 12th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25916-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du commerce de détail de Richmond-Melbourne lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2861 du 17 juillet 1946 et amendement, relatif aux établissements commerciaux de la ville de Richmond et de la municipalité de Melbourne. On demande:

1° Que l'article IX soit remplacé par le suivant:

"IX. *Vacances payées*: Après une année de service tout employé a droit à un congé annuel payé d'une semaine basé sur 2% de son salaire de l'année écoulée. En cas de fraction d'année, tout employé a droit à un congé payé d'une demi-journée par mois calculé au prorata de 2% de son salaire pour cette fraction d'année."

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of Richmond's and Melbourne's Retail Trade has submitted to him a petition to amend the decree number 2861 of July 17, 1946, and amendment, relating to the commercial establishments in the town of Richmond and the municipality of Melbourne. It is requested:

1. That section IX be replaced by the following:

"IX. *Vacation with pay*: After one year of service, every employee is entitled to an annual vacation with pay at the rate of 2% of his wages for the year elapsed. Should the year not be complete, the employee is entitled to a vacation with pay of one half-day per month, computed at the prorata of 2% of his wages for the period worked."

2° Que l'article XIV soit remplacé par le suivant:

"XIV. Dans le cas où l'employeur loge et nourrit son employé, il a le privilège d'exiger de ce dernier un montant n'excédant pas \$4.00 (quatre dollars) par semaine pour chambre et pension ou \$1.25 (un dollar et vingt-cinq sous) par semaine pour la chambre seulement."

3° Que les mots "vingt-cinq cents (\$0.25) de l'heure" mentionnés à l'article XV soient remplacés par les mots "trente-cinq cents (\$0.35) de l'heure".

4° Que l'article XVI soit remplacé par le suivant:

"XVI. Salaires minima: Le taux de salaires pour les salariés des deux sexes ne doit pas être inférieur à ceux ci-après mentionnés:

75% Classe A.....	\$16.00
25%—Classe B.....	13.00

Le taux de salaire d'un apprenti est de \$12.00 par semaine; après six mois d'expérience, il doit recevoir le taux de salaire prévu pour la classe à laquelle il appartient, selon la proposition suivante:

	Classes	
	A	B
Un (1) employé.....		1
Six premiers mois.....	1	
Six mois et plus.....	1	1
Deux (2) employés.....	2	1
Trois employés.....	3	1
Quatre (4) employés.....	4	1
Cinq (5) employés.....	4	2
Six (6) employés.....	4	2

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 octobre 1949. 25930-o

2. That section XIV be replaced by the following:

"XIV. When the employer lodges or boards his employee, he has the privilege of charging that employee an amount not exceeding \$4.00 per week for room and board, or \$1.25 per week for room only."

3. That the words "twenty-five cents (\$0.25) per hour" mentioned in section XV be replaced by the words "thirty-five cents (\$0.35) per hour".

4. That section XVI be replaced by the following:

"XVI. Minimum wages: The rates of wages for male and female employees shall not be less than the following ones:

75%—Class A.....	\$16.00
25%—Class B.....	13.00

The wage rate of an apprentice is \$12.00 per week; after six months of experience he shall receive the rate determined for the class to which he belongs, according to the following proportion:

	Classes	
	A	B
One (1) employee.....		1
First six months.....	1	
After six months.....	1	1
Two (2) employees.....	2	1
Three (3) employees.....	3	1
Four (4) employees.....	4	1
Five (5) employees.....	4	2
Six (6) employees.....	4	2

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 15, 1949. 25930-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans le district de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 3088 du 7 août 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

1° Le paragraphe 1 de l'article I sera remplacé par le suivant:

"1. Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle désigne et comprend:

a) Toute personne employée à produire des imprimés par le procédé d'impression typographique (letter press process), les procédés de multicopie de toute description, la composition, l'impression, le coupage, le réglage, la reliure, et la finition, soit dans un atelier spécialisé, une entreprise privée, industrielle ou commerciale, ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituent le commerce principal de telle entreprise ou qu'elles soient secondaires à tout autre commerce ou occupation.

b) Toutes personnes employées à la production de lithographie commerciale par les procédés lithographique, planographique ou photo-lithographique, lorsque telle production est faite par une machine de format 14 x 20 ou moindre;

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Labour Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the Collective Labour Agreement relating to the Printing Trades in the district of Montreal, rendered obligatory by Decree No. 3088 of August 7, 1946, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1° Subsection 1 of section I will be replaced by the following:

"1. For the purposes of the present Decree, the professional jurisdiction designates and comprises:

a) All persons engaged in the production of printing by "Letter Press" process, multi-copying processes of every description, typesetting, press work, cutting, ruling, bookbinding and finishing, whether in trade plants, private, industrial, commercial or any other establishment, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

b) All persons engaged in the production of lithography by lithographic, planographic or photolithographic processes when produced by machines or a press size up to and including 14 x 20 inches, whether in trade plants; private,

soit qu'elles soient employées dans une entreprise privée ou industrielle ou commerciale ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituent le principal commerce de l'entreprise ou qu'elles soient accessoires à tout autre commerce ou occupation;

c) Tous les opérateurs de chassis pneumatique et de contacts négatifs employés à la préparation de plaques pour la reproduction par machines à polycopier de format 14 x 20 ou moindre;

d) Toute personne employée à des opérations de reliure et de finition dans les ateliers de lithographie, tels que les coupeurs, les relieurs, les régleurs et les finisseurs;

e) Pour les fins d'application du présent décret, les départements suivants sont considérés comme des branches distinctes du métier:

*Composition, Impression, Réglage,
Reliure et Finition.*

La proportion des apprentis et compagnons, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire, est telle que prévue à l'article X du présent décret et s'applique à chaque département et à chaque équipe.

f) Lorsqu'une ou plusieurs personnes, individuellement ou en société, exécutent comme contractants tout travail régi par le présent décret et habituellement accompli par des salariés, ces personnes sont considérées comme étant elles-mêmes des salariés et sont assujetties aux dispositions du présent décret de la même manière et au même degré que lesdits salariés."

2° Les alinéas "e" et "f" du paragraphe 2 de l'article I seront remplacés par les suivants:

"e) Les opérateurs de machines à polycopier de tout genre dans les établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la production de facsimile de travaux dactylographiés en caractères "pica" ou "elite" par les procédés typographique, lithographique ou planographique, pourvu que ces facsimile soient destinés à l'usage exclusif desdits établissements et non à être vendus";

"f) Les opérateurs de machines à imprimer et de machines à polycopier employés dans des établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la surimpression par procédés typographique, planographique ou lithographique, de travaux déjà imprimés ou lithographiés dans des ateliers commerciaux d'imprimerie ou de lithographie, pourvu que telles surimpressions soient destinées à l'usage exclusif desdits établissements et non à être vendue."

3° Les sections D et F, pour les zones I, II et III, apparaissant à l'article XIX, deviendront les sections "F" et "G".

4° Les sections D et E suivantes seront insérées, pour les trois zones, après la section C, article XIX:

**"D — DÉPARTEMENT DE LA PRÉPARATION DES PLAQUES —
PLATE MAKING DEPARTMENT:**

Opérateurs de chassis pneumatiques et de contacts négatifs employés exclusivement à la préparation de plaques pour la reproduction par machines à polycopier de format 14 x 20 pouces ou moindre — Vacuum Frame and Contact Negative Operators who exclusively produce plates for reproduction by multi-copying machines up to and including 14 x 20 inches

ZONES		
I	II	III
\$ 1.20	\$ 0.95	\$ 0.90"

"E — MACHINES A POLYCOPIER — MULTICOPYING MACHINE:

Opérateurs de machines à polycopier de tout genre de format 14 x 20 pouces ou moindre — Operators on multicopying machines of all descriptions of a press size up to and including 14 x 20 inches:

1ère année — 1st year

Années subséquentes — Thereafter

ZONES		
I	II	III
\$ 1.01	\$ 0.83	\$ 0.78
1.20	0.95	0.90"

industrial, commercial or any other establishment and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

c) All vacuum frame and contact negative operators producing plates for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches.

d) All persons engaged in bindery and finishing departments in lithographic establishments, such as cutters, bookbinders, rulers and finishers.

e) For the purpose of the present Decree, the following departments shall be deemed to be separate branches of the trade:

*Composing Room, Printing Press, Ruling,
Bindery and Finishing Departments.*

The conditions covering the proportion of journeymen and apprentices for both regular and overtime work shall be as specified in Section X of the present Decree and shall apply to each department and each shift.

f) In all cases where one or more persons, individually or in partnership, perform as contractors any work covered by this Decree and ordinarily performed by employees, all such persons shall be deemed to be employees and shall be subject to the provisions of the present Decree in the same manner and to the same extent as such employees."

2° Paragraphs "e" and "f" of subsection 2 of section I will be replaced by the following:

"e) Operators on multicopying machines of every description in private plants, provided such equipment is used exclusively for the production of facsimile typewritten matter in pica or elite type faces only by means of "Letter Press", planographic or lithographic processes and provided such production is for their sole use and not for sale to others."

"f) Operators on printing machines and multicopying machines in private plants when such equipment is used exclusively for over-printing (by means of "Letter Press", planographic or lithographic processes) matter or material which has already been printed or lithographed by commercial printing or lithographing establishments and provided that such overprinting is for their sole use and not for sale to others."

3° Parts D and E, for zones I, II and III, contained in section XIX, will become parts "F" and "G".

4° The following parts D and E will be inserted, for the three zones, after part C, section XIX:

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 octobre 1949.

25930-0

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 15, 1949.

25930-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux épiceries, boucheries et restaurants de la cité de Sherbrooke et un rayon de 10 milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2331 du 17 juillet 1940, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements comme suit:

1° Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"e) La durée totale régulière du travail hebdomadaire pour les salariés est de cinquante-quatre (54) heures, réparties selon l'horaire prévu au paragraphe "a" du présent article; pendant ces heures tout commis a droit à ses heures de repas comme suit: une heure: les lundi, mardi, jeudi et samedi; deux heures: les vendredi."

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"a) Salariés des deux sexes:	par semaine
L'apprenti (six premiers mois)	\$14.00
75% Classe A	18.00
25% Classe B	16.00

selon la proportion suivante:

	Classes
	A B
Un (1) employé	1
six premiers mois	1
six mois et plus	1
Deux employés (2)	1 1
Trois employés (3)	2 1
Quatre employés (4)	3 1
Cinq employés (5)	4 1
Six employés (6)	4 2 "

"b) Pour les livreurs à bicyclette, le salaire ne sera pas moins de:

	par semaine
si l'employeur fournit et entretient le bicyclette	\$ 8.50
si l'employé fournit et entretient le bicyclette	11.00
Tout bicycliste supplémentaire devra être rémunéré au taux de:	

	L'heure
si l'employeur fournit et entretient le bicyclette	\$0.15
si l'employé fournit et entretient le bicyclette	0.20 "

3° L'article X sera remplacé par le suivant:

"X. L'employeur assumera les frais de location et de blanchissage des uniformes de ses commis."

4° L'article XI sera remplacé par le suivant:

"XI. Dans le cas où l'employeur loge et nourrit son employé, il aura le privilège d'exiger de son employé un montant n'excédant pas \$4.00 par semaine, chambre et pension comprises ou \$1.25 par semaine pour la chambre seulement."

5° L'article XII sera remplacé par le suivant:

"XII. Vacances payées: Après une année de service, tout salarié a droit à un congé annuel payé d'une semaine basé sur 2% de son salaire

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the restaurants, groceries and butcher shops in the City of Sherbrooke and a radius of 10 miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 2331 of July 17, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1. The first paragraph of subsection "a" of section III will be replaced by the following:

"e) The total standard duration of work per week of the employees shall not exceed fifty-four (54) hours, distributed as provided in subsection "a" of the present section. During these hours, the employees are entitled to meal hours as follows: one hour on Monday, Tuesday, Thursday and Saturday; two hours on Friday."

2. Subsections "a" and "b" of section IV will be replaced by the following:

"a) Male and female employees	Per week
Apprentice (first six months)	\$14.00
75% Class A	18.00
25% Class B	16.00

According to the following proportion:

	Classes
	A B
One (1) employee	
first six months	1
after six months	1
Two employees (2)	1 1
Three employees (3)	2 1
Four employees (4)	3 1
Five employees (5)	4 1
Six employees (6)	4 2 "

"b) The minimum wages of delivery boys on bicycle shall be as follows:

	per week
if the employer owns and keeps the bicycle in repair	\$8.50
if the employee owns and keeps the bicycle in repair	11.00
Extra delivery boys shall be paid as follows:	

	per hour
if the employer owns and keeps the bicycle in repair	\$0.15
if the employee owns and keeps the bicycle in repair	0.20 "

3. Section X will be replaced by the following:

"X. The employer shall pay for the renting and cleaning of his clerks' uniforms."

4. Section XI will be replaced by the following:

"XI. When the employer lodges or boards his employee, he has the privilege of charging that employee an amount not exceeding \$4.00 per week for room and board, or \$1.25 per week for room only."

5. Section XII will be replaced by the following:

"XII. Vacation with pay: After one year of service, every employee is entitled to an annual vacation with pay at the rate of 2% of his wages

de l'année écoulée. En cas de fraction d'année, tout salarié a droit à un congé payé d'une demi-journée par mois, calculé au prorata de 2% de son salaire de cette fraction d'année."

6° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

"XIV. Tout salarié embauché de façon intermittente ou spécialement, en plus du personnel régulier, à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaines, ou travaillant moins de cinquante-quatre (54) heures par semaine, par manque d'ouvrage ou autres raisons, dans l'établissement où ses services sont requis, est considéré comme employé supplémentaire ou surnuméraire et son salaire ne doit pas être inférieur à trente-cinq (.35) sous de l'heure."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 octobre 1949.

25930-o

for the year elapsed. Should the year not be complete, the employee is entitled to a vacation with pay of one half-day per month, computed at the prorata of 2% of his wages for the period worked."

5. Section XIV will be replaced by the following:

"XIV. Every employee employed intermittently or specially, in excess of the regular personal, on certain occasions or for part of a week or weeks, or one who works less than fifty-four (54) hours per week, for lack of work or other reasons, in the establishment where his services are required, is considered as an extra or supernumerary employee and his wages shall not be less than thirty-five (35) cents per hour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour

Department of Labour,
Quebec, October 15, 1949.

25930-o

Voirie

AVIS

La partie du chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation.

Route de comté.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet, comté de Montmagny:

Une section de 1045 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 16 et 17 du rang IV.

Québec, le 5 octobre, 1949.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

25899-o

The part of road hereinafter described shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new straightened and improved section, it has become useless for traffic.

County Highway.

In the municipality of the parish of Saint-Fabien-de-Panet, county of Montmagny;

A section of 1045 feet, northeast of the new highway, on or facing lots Nos. 16 and 17 of range IV.

Quebec, October 5, 1949.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

25899

Roads

NOTICE

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Thibault.	Lucille.	22	Québec.	Couvent Bon-Pasteur (L'Islet), Ecole Ouellet, (Québec), Ursulines de Québec.
Morin.	Callin.	21	St-Henri, Cté de Lévis.	Ecole St-Henri de Lévis, Couvent Jésus-Marie de Lauzon, Collège Jésus-Marie de Sillery.
Beaupré.	Jacqueline.	19	Québec.	St-Joseph de St-Vallier (Québec), Collège des Ursulines (Québec).
Normandin.	Paul.	22	Québec.	Collège des Jésuites, Professeur Michaud, Université d'Ottawa.
Miville-Dechéne.	André.	23	Québec.	Collège des Jésuites, Séminaire de Joliette, Professeur Michaud, Uni- versité d'Ottawa.
Dussault.	Charles.	25	Québec.	Collège des Jésuites, Université d'Ottawa.

Québec, le 12 octobre 1949 — Quebec, October 12th, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDREAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

Lettres patentes

LE PRÊT HYPOTHÉCAIRE

Avis est donné qu'en vertu de la dixième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27 septembre 1949, subdivisant les 5,000 actions de \$100.00 chacune du capital de "Le Prêt Hypothécaire" en 50,000 actions de \$10.00 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
25923-o L. DÉSILETS.

Letters Patent

LE PRÊT HYPOTHÉCAIRE

Notice is given that under Part II of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1949, subdividing the 5,000 shares of \$100 each, of the capital stock of "Le Prêt Hypothécaire", into 50,000 shares of \$10 each.

Given at the office of the Attorney General, September 27, 1949.

L. DÉSILETS,
25923 Deputy Attorney General.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 28 septembre 1949.

M. Léopold Larouche, de Rouyn, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 11 août 1949.

M. Antonin Bourassa, qui agit conjointement avec monsieur Elisée Gaudet en qualité de protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district de Bedford, à Sweetburg: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts révisés, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford, telle juridiction cependant devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôt, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

Québec, 28 septembre 1949.

M. Léopold Larouche, avocat, de Rouyn: magistrat de district pour les districts judiciaires d'Abitibi et de Rouyn-Noranda, avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province, à compter du 16 octobre 1949.
25929-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, September 28, 1949.

Mr. Léopold Larouche, of Rouyn, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, August 11, 1949.

Mr. Antonin Bourassa, who acts jointly with Mr. Elisée Gaudet as Prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court, Clerk of the Crown and Clerk of the Peace for the district of Bedford, at Sweetburg: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Bedford, such jurisdiction however, to be restricted to the administering of the oath, the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons subpoenas and warrants of custody, as well as the receiving of sureties and the adjournment of cases, either alone when the Law permits it, or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two justices of the Peace.

Quebec, September 28, 1949.

Mr. Léopold Larouche, advocate, of Rouyn: to be District Magistrate for the judicial districts of Abitibi and Rouyn-Noranda, with, moreover, concurrent jurisdiction with the other district magistrates throughout the whole Province, as from the 16th of October, 1949.
25929

Sièges Sociaux

Avis est donné que la compagnie "Caswell Construction (Quebec) Limited", incorporée par lettres patentes en date du 10 mai 1949, et ayant son siège social en la cité de Rouyn où son bureau

Head Offices

Notice is hereby given that "Caswell Construction (Quebec) Limited", incorporated by letters patent on the 10th day of May, 1949, and having its head office in the City of Rouyn was

était situé jusqu'à ce jour à 32 rue Principale, l'a transporté au bureau légal de Marc Fortin, c.r., à 129 rue Principale, en la cité de Rouyn, province de Québec.

Daté de 20 septembre 1949.

[Sceau]

25924

Le Secrétaire,
GERALD D. O'MEARA.

ART CONSTRUCTION LTD.

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 22 septembre 1949:

"Il est résolu unanimement que le bureau ou domicile de la Compagnie ou siège principal de ses affaires actuellement en l'Édifice Michaud, au numéro 3 de la rue Sacré-Cœur à St-Joseph d'Alma, P.Q. soit et il est par les présentes fixé sur la rue Principale dans le village de St-Émilien de Desbiens, comté de Lac St-Jean."

Vraie copie certifiée.

Le Président,
ARTHUR DOUCET.
Le Secrétaire,
LAURENT PARENT.

25900-o

Extrait des Minutes d'une Assemblée des Directeurs de "Marché de Fruits Jacques-Cartier Ltée", tenue le 15 septembre 1949, à 11 hres a.m., au bureau du secrétaire.

"Sur proposition dûment secondée, il est résolu que le bureau-chef de la compagnie soit au No. 379 de la rue St-Joseph, à Québec."

(Sceau)

Certifiée vraie copie.

25902-o

Le Secrétaire,
WILBROD BHÉRER, C.R.

R. MARTINEAU, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "R. Martineau, Limitée", dûment incorporée par Lettres Patentes de la Province de Québec en date du 14 juin 1949 et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son siège social à 857 rue St-Maurice, Montréal.

A compter de la date du présent avis le dit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son siège social

Daté à Montréal, le vingt-huitième jour du mois de septembre, mil neuf cent quarante-neuf (1949).

25913-o

Le Secrétaire,
GÉRALD DALCOURT.

situated up to to-day at 32 rue Principale, has moved it to the law office of Marc Fortin, K.C., at 129 rue Principale in the city of Rouyn, in the Province of Quebec.

Dated this 20th day of September, 1949.

[Seal]

25924-o

GERALD D. O'MEARA,
Secretary.

ART CONSTRUCTION LTD.

Excerpt from the minutes of a special general meeting of the shareholders held on September 22, 1949.

"It is unanimously resolved that the office or domicile of the company, or its head business office, actually in the Michaud Building, at No. 3 Sacré-Cœur Street, St-Joseph d'Alma, P.Q., be and it is hereby moved to Principale Street, in the village of St-Émilien de Desbiens, county of Lake St. John".

Certified True Copy.

ARTHUR DOUCET,
President.
LAURENT PARENT,
Secretary.

25900

Excerpt from the Minutes of a Meeting of the Directors of "Marché des Fruits Jacques-Cartier Ltée", held on September 15, 1949, at 11 o'clock a.m., at the Secretary's office.

"Upon its being moved and duly seconded, it is resolved that the head office of the company be at No. 379 St. Joseph Street, Quebec."

(Seal)

Certified True Copy.

25902

WILBROD BHÉRER K.C.,
Secretary.

R. MARTINEAU, LIMITÉE

Notice is hereby given that "R. Martineau, Limitée" incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 14th day of June 1949, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its Head Office at 857 St. Maurice Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, the twenty-eighth day of September, Nineteen hundred and forty-nine (1949).

25913-o

GÉRALD DALCOURT,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA VILLE DE MONT-ROYAL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, au bureau de la commission scolaire catholique de la ville de Mont-Royal, 1345 avenue Régent, le 19 octobre 1949, à 8 heures 30 p.m., pour l'achat d'obligations au montant de \$180,000 remboursables par séries en vingt ans, datées du 1er août 1949 et émises sous l'autorité d'une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire passée le 31 janvier 1949. Lesdites soumis-

Tenders

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF MOUNT ROYAL

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at the office of the Catholic School Commission of the Town of Mount Royal, 1345 Regent avenue, on the 19th of October, 1949, at 8.30 o'clock P.M., for the purchase of bonds to the amount of \$180,000 redeemable serially in twenty years, dated the 1st of August, 1949, and issued under authority of a resolution of the School Commissioners for the school municipality passed on the 31st of Ja-

sions devront mentionner le taux d'intérêt des dites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$180,000—20 ans

Année	Capital
1er août 1950.....	x\$20,500.00
1er août 1951.....	21,000.00
1er août 1952.....	20,500.00
1er août 1953.....	5,000.00
1er août 1954.....	5,000.00
1er août 1955.....	5,500.00
1er août 1956.....	5,500.00
1er août 1957.....	6,000.00
1er août 1958.....	6,000.00
1er août 1959.....	6,500.00
1er août 1960.....	6,500.00
1er août 1961.....	7,000.00
1er août 1962.....	7,000.00
1er août 1963.....	7,500.00
1er août 1964.....	7,500.00
1er août 1965.....	8,000.00
1er août 1966.....	8,500.00
1er août 1967.....	8,500.00
1er août 1968.....	9,000.00
1er août 1969.....	9,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$50,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$17,000 et un versement de \$16,000 de 1950 à 1952 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution de la Commission.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale des commissaires d'écoles du 19 octobre 1949, à 8 heures 30 p.m., à leur bureau, 1345 avenue Régent, à Ville Mont-Royal.

Les commissaires d'écoles de la ville de Mont-Royal se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Ville Mont-Royal, ce huitième jour d'octobre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ADRIEN PERRAULT.

25903-o

Province de Québec

VILLAGE DE PLESSISVILLE
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 7 novembre 1949, pour l'achat de \$45,000 d'obligations de

nuary 1949. The said tenders must mention the rate of interest of said bonds at the option of the tenderer, the said rate not to exceed 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually the 1st of August and 1st of February of each year. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$180,000—20 years

Year	Capital
1st August 1950.....	x\$20,000.00
1st August 1951.....	x 21,000.00
1st August 1952.....	x 20,500.00
1st August 1953.....	5,000.00
1st August 1954.....	5,000.00
1st August 1955.....	5,500.00
1st August 1956.....	5,500.00
1st August 1957.....	6,000.00
1st August 1958.....	6,000.00
1st August 1959.....	6,500.00
1st August 1960.....	6,500.00
1st August 1961.....	7,000.00
1st August 1962.....	7,000.00
1st August 1963.....	7,500.00
1st August 1964.....	7,500.00
1st August 1965.....	8,000.00
1st August 1966.....	8,500.00
1st August 1967.....	8,500.00
1st August 1968.....	9,000.00
1st August 1969.....	9,000.00

The letter "x" indicates the years during which annual payments of a total grant of \$50,000 from the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$17,000 and one of \$16,000 from 1950 to 1952 inclusive, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the head office of the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, or anywhere else to be determined by resolution of the Commission.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be taken into consideration at the special meeting of the School Commissioners to be held on the 19th of October, 1949, at 8.30 o'clock in the evening at their office 1345 Regent avenue, in the Town of Mount Royal.

The School Commissioners of the Town of Mount Royal do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Given at the Town of Mount Royal, this eighth day of October, 1949.

ADRIEN PERREAULT,
Secretary-Treasurer.

25903

Province de Québec

VILLAGE OF PLESSISVILLE
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, until 8 o'clock p.m., on Monday, November 7, 1949, for the purchase of \$45,000 of bonds of the municipality of the

la municipalité du village de Plessisville, comté de Mégantic, datées du 1er octobre 1949 et remboursables par séries du 1er octobre 1950 au 1er octobre 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Village of Plessisville, county of Megantic, dated October 1st, 1949 and redeemable serially from October 1st, 1950 to October 1st, 1964 inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$45,000 — 15 ans

Table of redemption — \$45,000 — 15 years

Année	Capital
1er octobre 1950	\$3,000.00
1er octobre 1951	3,000.00
1er octobre 1952	3,000.00
1er octobre 1953	3,000.00
1er octobre 1954	3,000.00
1er octobre 1955	3,000.00
1er octobre 1956	3,000.00
1er octobre 1957	3,000.00
1er octobre 1958	3,000.00
1er octobre 1959	3,000.00
1er octobre 1960	3,000.00
1er octobre 1961	3,000.00
1er octobre 1962	3,000.00
1er octobre 1963	3,000.00
1er octobre 1964	3,000.00

Year	Capital
October 1st, 1950	\$3,000.00
October 1st, 1951	3,000.00
October 1st, 1952	3,000.00
October 1st, 1953	3,000.00
October 1st, 1954	3,000.00
October 1st, 1955	3,000.00
October 1st, 1956	3,000.00
October 1st, 1957	3,000.00
October 1st, 1958	3,000.00
October 1st, 1959	3,000.00
October 1st, 1960	3,000.00
October 1st, 1961	3,000.00
October 1st, 1962	3,000.00
October 1st, 1963	3,000.00
October 1st, 1964	3,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Plessisville.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, in Quebec or in Plessisville.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 7 novembre 1949 à 8 heures p.m., à la salle de l'Hôtel de Ville de Plessisville.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, Monday the 7th day of November, 1949, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Plessisville, ce 5ème jour d'octobre 1949.

Plessisville, this 5th day of October 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL COLLIN.

MARCEL COLLIN,
Secretary-Treasurer.

25904-o

25904-o

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DE ST-ROCH-DE-MÉKINAC
(Comté de Champlain)

MUNICIPALITY OF ST-ROCH-DE-MÉKINAC
(County of Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 2 novembre 1949, pour l'achat de \$56,000 d'obligations de la corporation municipale de St-Roch-de-Mékinac, datées du 1er septembre 1949 et remboursables par séries du 1er septembre 1950 au 1er septembre 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to 8 o'clock P.M., on Wednesday, November 2nd, 1949, for the purchase of \$56,000 of bonds of the municipal corporation of St-Roch-de-Mékinac, dated September 1st, 1949, and payable serially, from September 1st, 1950, to September 1st, 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually, on the 1st of March and 1st of September of each year. Interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$56,000—15 ans

Table of Redemption—\$56,000—15 years

Année	Capital
1er septembre 1950	\$3,500.00

Year	Capital
September 1, 1950	\$3,500.00

1er septembre 1951.....	3,500.00
1er septembre 1952.....	4,000.00
1er septembre 1953.....	4,000.00
1er septembre 1954.....	1,000.00
1er septembre 1955.....	1,000.00
1er septembre 1956.....	1,000.00
1er septembre 1957.....	1,000.00
1er septembre 1958.....	1,000.00
1er septembre 1959.....	1,500.00
1er septembre 1960.....	1,500.00
1er septembre 1961.....	1,500.00
1er septembre 1962.....	1,500.00
1er septembre 1963.....	1,500.00
1er septembre 1964.....	28,500.00

September 1, 1951.....	3,500.00
September 1, 1952.....	4,000.00
September 1, 1953.....	4,000.00
September 1, 1954.....	1,000.00
September 1, 1955.....	1,000.00
September 1, 1956.....	1,000.00
September 1, 1957.....	1,000.00
September 1, 1958.....	1,000.00
September 1, 1959.....	1,500.00
September 1, 1960.....	1,500.00
September 1, 1961.....	1,500.00
September 1, 1962.....	1,500.00
September 1, 1963.....	1,500.00
September 1, 1964.....	28,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Tite.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 2 novembre 1949, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier de St-Roch-de-Mékinac.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Roch-de-Mékinac, ce 1er octobre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
25905-o GEORGES DESCHENES.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St-Tite.

These bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on November 2, 1949, at 8 o'clock P.M., at the office of the Secretary Treasurer of St-Roch-de-Mékinac.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

St-Roch-de-Mékinac, October 1, 1949.

25905 GEORGES DESCHENES,
Secretary Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE BEDFORD
(Comté de Missisquoi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 2 novembre 1949, à l'hôtel-de-ville de Bedford, pour l'achat de \$50,000 d'obligations de la Corporation de la Ville de Bedford, comté de Missisquoi, datées du 1er novembre 1949 et remboursables par séries du 1er novembre 1950 au 1er novembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$50,000—20 ans

Année	Capital
1er nov. 1950.....	\$2,000.00
1er nov. 1951.....	2,000.00
1er nov. 1952.....	2,000.00
1er nov. 1953.....	2,000.00
1er nov. 1954.....	2,000.00
1er nov. 1955.....	2,000.00
1er nov. 1956.....	2,000.00
1er nov. 1957.....	2,000.00
1er nov. 1958.....	2,500.00
1er nov. 1959.....	2,500.00
1er nov. 1960.....	2,500.00
1er nov. 1961.....	2,500.00
1er nov. 1962.....	2,500.00
1er nov. 1963.....	3,000.00
1er nov. 1964.....	3,000.00

Province of Quebec

TOWN OF BEDFORD
(County of Missisquoi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m., Wednesday, November 2nd, 1949, at the Town Hall at Bedford, for the purchase of \$50,000 of bonds of the corporation of the Town of Bedford, county of Missisquoi, dated the 1st of November, 1949, and redeemable serially from the 1st of November, 1950 to the 1st of November 1969 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of May and on the 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$50,000—20 years

Year	Capital
Nov. 1st 1950.....	\$2,000.00
Nov. 1st 1951.....	2,000.00
Nov. 1st 1952.....	2,000.00
Nov. 1st 1953.....	2,000.00
Nov. 1st 1954.....	2,000.00
Nov. 1st 1955.....	2,000.00
Nov. 1st 1956.....	2,000.00
Nov. 1st 1957.....	2,000.00
Nov. 1st 1958.....	2,500.00
Nov. 1st 1959.....	2,500.00
Nov. 1st 1960.....	2,500.00
Nov. 1st 1961.....	2,500.00
Nov. 1st 1962.....	2,500.00
Nov. 1st 1963.....	3,000.00
Nov. 1st 1964.....	3,000.00

1er nov. 1965.	3,000.00
1er nov. 1966.	3,000.00
1er nov. 1967.	3,000.00
1er nov. 1968.	3,000.00
1er nov. 1969.	3,500.00

Nov. 1st 1965.	3,000.00
Nov. 1st 1966.	3,000.00
Nov. 1st 1967.	3,000.00
Nov. 1st 1968.	3,000.00
Nov. 1st 1969.	3,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Bedford.

Les dites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal de la Corporation de la Ville de Bedford, comté de Missisquoi, devant être tenue à 8 heures p.m., mercredi le 2 novembre 1949, à l'hôtel-de-ville de Bedford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Bedford, ce 10ème jour d'octobre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE-E. DEMERS.

25912-o

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, in Quebec or in Bedford.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council of the corporation of the Town of Bedford, to be held at 8 o'clock p.m. Wednesday, November 2nd, 1949, in the Town Hall of Bedford.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at Bedford, this 10th day of October, 1949.

ÉMILE E. DEMERS,
Secretary-Treasurer.

25912-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE PROTESTANTE
DE McMASTERVILLE
(COMTÉ DE VERCHÈRES)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures P.M., mercredi, le 2 novembre 1949, pour l'achat d'une émission de \$42,500 d'obligations de la commission scolaire protestante de McMasterville, datées le 1 août 1949, et remboursables par séries du 1er août 1950 au 1er août 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. L'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$42,500—15 ans.

Année	Capital
1er août 1950.	x\$17,500.00
1er août 1951.	500.00
1er août 1952.	500.00
1er août 1953.	500.00
1er août 1954.	500.00
1er août 1955.	500.00
1er août 1956.	1,000.00
1er août 1957.	1,000.00
1er août 1958.	1,000.00
1er août 1959.	1,000.00
1er août 1960.	1,000.00
1er août 1961.	1,000.00
1er août 1962.	1,000.00
1er août 1963.	1,000.00
1er août 1964.	14,500.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi de \$17,500 accordé par le Secrétaire de la Province, payable en un versement, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

Province of Quebec

McMASTERVILLE PROTESTANT
SCHOOL COMMISSION
(COUNTY OF VERCHÈRES)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until 8 o'clock P.M. on Wednesday, November 2nd, 1949, for the purchase of an issue of \$42,500 of bonds of the McMasterville Protestant School Commission, dated August 1st, 1949 and redeemable serially from August 1st, 1950 to August 1st, 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable half-yearly on the 1st of February and the 1st of August of each year. The interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$42,500.—15 years

Year	Capital
August 1st, 1950.	x\$17,500.00
August 1st, 1951.	500.00
August 1st, 1952.	500.00
August 1st, 1953.	500.00
August 1st, 1954.	500.00
August 1st, 1955.	500.00
August 1st, 1956.	1,000.00
August 1st, 1957.	1,000.00
August 1st, 1958.	1,000.00
August 1st, 1959.	1,000.00
August 1st, 1960.	1,000.00
August 1st, 1961.	1,000.00
August 1st, 1962.	1,000.00
August 1st, 1963.	1,000.00
August 1st, 1964.	14,500.00

The letter x indicates the year in which a grant of \$17,500. granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment shall be received and applied to the service of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Belœil, Québec ou Montréal.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêt; si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue à 8 heures p.m., le mercredi 2 novembre 1949, à l'école à McMasterville.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

McMasterville, comté de Verchères, ce 12ième jour d'octobre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ALEX. W. RITCHIE.

25931

Province de Québec

VILLE DE STE-THÉRÈSE
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, jusqu'à huit heures de l'après-midi, lundi, le 31 octobre 1949, pour l'achat de \$60,000. d'obligations de la Corporation municipale de la ville de Ste-Thérèse dans le Comté de Terrebonne et émises en vertu des règlements 52, 53 et 54 N.S., datées du 1er octobre 1949 et remboursables par séries du 1er octobre 1950 au 1er octobre 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut-être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$60,000. — 15 ans

Années	Capital
1er octobre 1950	\$3,000.00
1er octobre 1951	3,000.00
1er octobre 1952	3,500.00
1er octobre 1953	3,500.00
1er octobre 1954	3,500.00
1er octobre 1955	4,000.00
1er octobre 1956	4,000.00
1er octobre 1957	4,000.00
1er octobre 1958	4,000.00
1er octobre 1959	4,000.00
1er octobre 1960	4,500.00
1er octobre 1961	4,500.00
1er octobre 1962	4,500.00
1er octobre 1963	5,000.00
1er octobre 1964	5,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Sainte-Thérèse, à Montréal ou à Québec.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Sta-

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Belœil, Quebec or Montreal.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Commissioners to be held at 8.00 o'clock P.M. on Wednesday, November 2nd, 1949, at the School House at McMasterville.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

McMasterville, County of Verchères, this 12th day of October, 1949.

ALEX. W. RITCHIE,
Secretary-Treasurer.

25931-o

Province of Quebec

TOWN OF STE THÉRÈSE
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 8 o'clock in the afternoon, Monday, October 31st 1949, for the purchase of an issue of \$60,000. of bonds of the municipal corporation of the Town of Ste. Thérèse county of Terrebonne, issued under the authority of By-laws numbers 52, 53 & 54 N.S. and dated from the 1st day of October 1949 and redeemable serially from the 1st of October 1950 to the 1st of October 1964 inclusively, with interest at the rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$60,000. — 15 years

Years	Capital
October 1st, 1950	\$3,000.00
October 1st, 1951	3,000.00
October 1st, 1952	3,500.00
October 1st, 1953	3,500.00
October 1st, 1954	3,500.00
October 1st, 1955	4,000.00
October 1st, 1956	4,000.00
October 1st, 1957	4,000.00
October 1st, 1958	4,000.00
October 1st, 1959	4,000.00
October 1st, 1960	4,500.00
October 1st, 1961	4,500.00
October 1st, 1962	4,500.00
October 1st, 1963	5,000.00
October 1st, 1964	5,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure in Ste. Therese in Montreal or in Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole

tuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 31 octobre 1949, à 8 heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, ce septième jour d'octobre, mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LAJEUNESSE.

25932-o

or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of a partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds to the time of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 31st 1949, at 8 o'clock in the afternoon at the Town Hall of Ste. Thérèse, County of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Thérèse, County of Terrebonne, this seventh day of October 1949.

J.-A. LAJEUNESSE,
Secretary-Treasurer.

25932-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-ETIENNE
DE LAUZON
(COMTÉ DE LÉVIS)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, lundi le 31 octobre 1949, pour l'achat de \$40,000 d'obligations de la commission scolaire de St-Etienne, comté de Lévis, datées du 1er novembre 1949 et remboursables par séries du 1er novembre 1950 au 1er novembre 1969 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement—\$40,000—20 ans

Année	Capital
1 novembre 1950.	x\$5,500.00
1 novembre 1951.	x 6,000.00
1 novembre 1952.	x 6,000.00
1 novembre 1953.	x 6,500.00
1 novembre 1954.	1,000.00
1 novembre 1955.	1,000.00
1 novembre 1956.	1,000.00
1 novembre 1957.	1,000.00
1 novembre 1958.	1,000.00
1 novembre 1959.	1,000.00
1 novembre 1960.	1,000.00
1 novembre 1961.	1,000.00
1 novembre 1962.	1,000.00
1 novembre 1963.	1,000.00
1 novembre 1964.	1,000.00
1 novembre 1965.	1,000.00
1 novembre 1966.	1,000.00
1 novembre 1967.	1,000.00
1 novembre 1968.	1,000.00
1 novembre 1969.	1,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$23,280. accordé par le Secrétaire de la Province et payable en quatre versements de \$5,820. chacun de 1950 à 1953 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Charny.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'in-

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ST-ETIENNE
DE LAUZON
(COUNTY OF LÉVIS)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 8 o'clock in the afternoon, Monday, October 31st, 1949, for the purchase of an issue of \$40,000. of bonds of the School Commission of St-Etienne, county of Lévis, dated November 1st, 1949, and redeemable serially from November 1st, 1950 to November 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the first day of November and the first day of May of each year. The interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Table of Redemption—\$40,000.—20 years

Year	Capital
November 1st, 1950.	x\$5,500.00
November 1st, 1951.	x 6,000.00
November 1st, 1952.	x 6,000.00
November 1st, 1953.	x 6,500.00
November 1st, 1954.	1,000.00
November 1st, 1955.	1,000.00
November 1st, 1956.	1,000.00
November 1st, 1957.	1,000.00
November 1st, 1958.	1,000.00
November 1st, 1959.	1,000.00
November 1st, 1960.	1,000.00
November 1st, 1961.	1,000.00
November 1st, 1962.	1,000.00
November 1st, 1963.	1,000.00
November 1st, 1964.	1,000.00
November 1st, 1965.	1,000.00
November 1st, 1966.	1,000.00
November 1st, 1967.	1,000.00
November 1st, 1968.	1,000.00
November 1st, 1969.	1,000.00

The letter x indicates the years during which the yearly instalment of a total grant of \$23,280. granted by the Provincial Secretary, and payable in four instalments of \$5,820. each, from 1950 to 1953 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Charny.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941,

térêt, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts re-fondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue à 8 heures p.m., le lundi 31 octobre 1949, à la place ordinaire des séances.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à St-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, ce 10ième jour d'octobre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,

ALBERT DUBOIS.

25933-o

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the commissioners to be held at eight o'clock in the evening, Monday the 31st of October, 1949, at the usual meeting place.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at St-Etienne de Lauzon, County of Lévis, this 10th of October 1949.

ALBERT DUBOIS,

Secretary-Treasurer.

25933-o

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec, N° 4066-F, Cour Supérieure (En matière de faillite).

Valcartier Development Inc., cédant autorisé et Jacques LaRue, le syndic des biens de ladite compagnie Valcartier Development Inc.

Avis public est, par les présentes, donné que les terrains, héritages et bâtisses ci-après décrits seront vendus en bloc, à l'enchère, en temps et lieu ci-après mentionnés et sous telles conditions telles que déterminées par un jugement rendu par l'honorable juge F. Gibsons en date du 12 octobre 1949 dans le but d'autoriser la présente vente.

Les terrains avec des bâtisses et autres améliorations et dépendances, comprenant trois monte-pentes et un monte-pente forme "T-Bar", y décrits suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, dans les comté et province de Québec comme étant:

a) Le lot deux cent quarante et un (241), sauf une portion d'icelui situé dans son coin sud, borné au sud-est par la partie du lot numéro deux cent quarante-deux (242) appartenant à Monaghan ou représentants; au sud-ouest par la ligne séparative entre les troisième et quatrième rangs et aux nord-ouest et nord-est par une partie dudit lot numéro deux cent quarante et un appartenant à ladite compagnie Valcartier Development Inc., mesurant environ dix (10) arpents de profondeur par trois (3) arpents de largeur et appartenant audit Monaghan ou représentants;

a1) Les lots numéros 241-2 et 241-3 audit plan du cadastre pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier;

b) Le lot deux cent quarante-deux (242), sauf sa portion sud-ouest, borné au sud-est par une partie du lot numéro deux cent quarante-trois (ptie 243) appartenant à Monaghan ou représentants, au sud-ouest par la ligne séparative entre les troisième et quatrième rangs, au nord-ouest par la partie dudit lot numéro deux cent quarante et un (ptie 241) appartenant audit Monaghan ou représentants, au nord-est par une partie dudit lot numéro deux cent quarante-deux (ptie 242) appartenant à la compagnie Valcartier Development Inc., mesurant environ

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 4066-F, Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

Valcartier Development Inc., authorized assignor and Jacques LaRue, the trustee of property of the said Valcartier Development Inc.

Public notice is hereby given that the lands, hereditaments and buildings hereinafter described will be sold as a whole, at auction, at the time and place hereinafter mentioned, and under such conditions, as are determined in the judgment rendered by the honourable Justice F. Gibsons on October 12th, 1949, for the purpose of authorizing the present sale.

The lands with buildings and other improvements and dependences, including three ski-tows and one T-Bar lift thereto described according to the official cadastral plan and book of reference for the Parish of Saint-Gabriel de Valcartier in the County and Province of Quebec as:

a) Lot two hundred and forty-one (241), except a portion thereof situated in its southern corner, bounded to the south east by the part of Lot number two hundred and forty-two (242) belonging to Monaghan or representatives; to the south west by the dividing line between the third and fourth ranges and to the north west and north east, by part of said lot number two hundred and forty-one, belonging to said Valcartier Development Inc., measuring about ten (10) arpents in depth by three (3) arpents in width and belonging to said Monaghan or representatives;

a1) Lots numbers 241-2 and 241-3 on the said cadastral plan for the Parish of Saint-Gabriel de Valcartier;

b) Lot two hundred and forty-two (242) except its south western portion, bounded to the south east by part of lot number two hundred and forty-three (pt. 243) belonging to Monaghan or representatives, to the south west by the dividing line between the third and fourth ranges, to the north west by the part of said lot number two hundred and forty-one (pt. 241) belonging to said Monaghan or representatives, to the north east by part of said lot number two hundred and forty-two (p. 242) belonging to Valcartier Development Inc., measuring about

dix (10) arpents de profondeur par toute la largeur dudit lot numéro deux cent quarante-deux (242) et appartenant audit Monaghan ou représentants;

c) Le lot numéro deux cent quarante-trois (243), sauf sa portion sud-ouest, borné au sud-est par le lot numéro deux cent quarante-quatre (244) appartenant à la compagnie Valcartier Development Inc., au sud-ouest par la ligne séparative entre les troisième et quatrième rangs, au nord-ouest par une partie dudit lot numéro deux cent quarante-deux (ptie 242) appartenant à Monaghan ou représentants et au nord-est par une partie du lot numéro deux cent quarante-trois (ptie 243) appartenant à ladite compagnie Valcartier Development Inc., mesurant environ dix (10) arpents de profondeur par toute la largeur dudit lot numéro deux cent quarante-trois (243) et appartenant audit Monaghan ou représentants;

d) Les lots numéros deux cent quarante-quatre et deux cent quarante-cinq (244 & 245).

Pour être vendus au bureau du syndic sous-signé, 126 rue Saint-Pierre, cité de Québec, le QUINZE NOVEMBRE 1949, à ONZE heures du matin.

Ladite vente aura l'effet d'une vente par shérif.

Bureau:
126 rue St-Pierre,
Cité de Québec.

Le Syndic licencié,
JACQUES LARUE.
25934-41-2

ten (10) arpents in depth for the whole width of the said lot number two hundred and forty-two (242) and belonging to the said Monaghan or representatives;

c) Lot number two hundred and forty-three (243) except its south western portion, bounded to the south east by lot number two hundred and forty-four (244) belonging to Valcartier Development Inc., to the south west by the dividing line between the third and fourth ranges, to the north west by part of the said lot number two hundred and forty-two (pt. 242) belonging to Monaghan or representatives and to the north east by part of lot number two hundred and forty-three (pt. 243) belonging to said Valcartier Development Inc. measuring about ten (10) arpents in depth for the whole width of the said lot number two hundred and forty-three (243) and belonging to the said Monaghan or representatives;

d) Lots numbers two hundred and forty-four and two hundred and forty-five (244 & 245).

To be sold at the office of the undersigned trustee, 126 St. Peter Street, Quebec City, on NOVEMBER FIFTEENTH, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Office: JACQUES LARUE,
126 St. Peter Street, Licensed Trustee.
Quebec City. 25934-41-2-o

Ventes par licitation

Canada, province de Québec, district de Beauce, cour supérieure, N° 20,545. Dame Antoinette Haman, demanderesse, vs Rosaire Drouin & Als, défendeurs.

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à St-Joseph, dans le district de Beauce, le 22 septembre 1949, dans une cause dans laquelle Dame Antoinette Haman, veuve de Wilfrid Drouin, cultivateur de St-Isidore, Dorchester, est demanderesse, et Rosaire Drouin, Jean-Marie Drouin, tous deux de St-Isidore, Dorchester, Gérard Drouin, de La Tuque; Émile Drouin, de Hull. Marcel Drouin & Philippe Drouin, tous deux de St-Maxime, Dorchester, Robert Drouin, de Iroquois Falls, Ont. et Jean-Marie Drouin en sa qualité de tuteur dûment nommé en justice à Roland Drouin, Léo Drouin, Arthur Drouin et Gilberte Drouin, enfants mineurs de feu Wilfrid Drouin de St-Isidore de Dorchester, & Dame Jeanne Drouin, épouse de Georges Beaudoin, cultivateur de St-Isidore, et le dit Georges Beaudoin mis en cause pour assister et autoriser son épouse aux présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a) D'une terre située en ladite paroisse de St-Isidore, à l'est de la route Justinienne, contenant trois arpents de front, sur trente arpents de profondeur, le tout, plus ou moins avec toutes les bâtisses susérigées, circonstances et dépendances, connue sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de St-Isidore, sous le numéro cinq cent cinquante-six (556).

b) D'un morceau de terrain situé en la paroisse de St-Maxime, concession Justinienne Ouest, contenant un arpent de demie front sur dix ar-

Sales by Licitaton

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 20,545. Dame Antoinette Haman, plaintiff; vs Rosaire Drouin & Al, defendants.

LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St-Joseph, in the district of Beauce, on the 22nd of September, 1949, in a case wherein Dame Antoinette Haman, widow of Wilfrid Drouin, farmer, of St-Isidore, Dorchester, is plaintiff; and Rosaire Drouin, Jean-Marie Drouin, both of St-Isidore, Dorchester, Gerard Drouin, of La Tuque; Emile Drouin, of Hull, Marcel Drouin and Philippe Drouin, both of St-Maxime, Dorchester, Robert Drouin, of Iroquois Falls, Ont., and Jean-Marie Drouin, as tutor duly and legally appointed to Roland Drouin; Léo Drouin, Arthur Drouin and Gilberte Drouin, minor children of the late Wilfrid Drouin of St-Isidore de Dorchester, and Dame Jeanne Drouin, wife of Georges Beaudoin, farmer, of St-Isidore, and the said Georges Beaudoin, mis en cause to assist and authorize his wife for the purposes hereof, are defendants; ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

a) A farm situate in the said parish of St-Isidore, east of the Justinienne road, measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less — with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known on the official cadastral plan and in the book of reference for the said parish of St-Isidore, as number five hundre and fifty-six (556).

b) A parcel of land situate in the parish of St-Maxime, West Justinienne concession, measuring one arpent and one half in front by ten arpents

pents de profondeur, borné vers le nord au lot numéro trois cent quatre-vingt-un, vers le sud au lot numéro 379 du cadastre de St-Isidore, vers l'ouest à Georges Nadeau, et vers l'est à André Poulin, circonstances et dépendances, lequel terrain fait partie du numéro trois cent quatre vingt (p 380) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite paroisse de St-Isidore, faisant maintenant partie de St-Maxime;

c) D'un morceau de terrain de forme triangulaire situé en ladite paroisse de St-Isidore, à l'ouest de la route Justinienne, partant à un point sur la route qui conduit au chemin du Grand Rang et allant en élargissant vers le sud et jusqu'à une longueur de sept arpents et demi où ledit terrain vendu aura une largeur de deux arpents, deux perches et trois quart, borné vers le sud-ouest à ladite route qui conduit au Grand Rang, vers le nord-est au numéro 404 du cadastre susdit et vers le sud-est à Georges Boutin, circonstances et dépendances, lequel terrain fait partie du numéro quatre cent trois (403) des plan et livre de renvoi officiels dudit cadastre de St-Isidore;

d) D'un autre morceau de terrain situé en ladite paroisse de St-Maxime, à l'ouest de la route Justinienne, contenant un arpent de largeur, sur neuf arpents de trois perches de profondeur, plus ou moins, quant à la profondeur, borné en front vers l'est à André Poulin à l'endroit communément appelé "désert" vers l'ouest à Valère et Joseph Rhéaume, d'un côté vers le nord à Joseph Z. Parent et de l'autre côté vers le sud à Eloi Bouffard, lequel terrain fait partie des lots numéros trois cent quatre-vingt-trois et trois cent quatre-vingt-quatre (383 & 384) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite paroisse de St-Isidore faisant, maintenant partie de St-Maxime;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de St-Joseph, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Joseph de Beauce, le 29 septembre 1949.

Le Procureur de la demanderesse,
25869-40-2-o ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 270802. Dame Réjane Poirier, demanderesse; vs Roméo Farah Lajoie, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 23 juin 1949, dans une cause portant le N° 270802 de ladite Cour, dans laquelle Dame Réjane Poirier, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Marie Corbell, courtier en assurances,

in depth, bounded on the north by lot number three hundred and eighty-one, on the south by lot number 379 of the cadastre for St-Isidore, on the west by Georges Nadeau, and on the east by André Poulin—circumstances and dependencies, the said parcel of land forms part of number three hundred and eighty (Pt. 380) on the official cadastral plan and in the book of reference for the said parish of St-Isidore, now forming part of St-Maxime;

c) A parcel of land of triangular figure situate in the said parish of St-Isidore, west of the Justinienne road, starting at a point of the road leading to the "Grand Rang" road and widening as it runs towards the south and on a length of seven and one half arpents where the said parcel of land sold has a width of two arpents, two and three quarter perches, bounded on the south-west by the said road leading to the "Grand Rang", on the northeast by number 404 of the aforesaid cadastre and on the southeast by Georges Boutin—circumstances and dependencies, the said parcel of land forms part of number four hundred and three (403) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Isidore;

d) Another parcel of land situate in the said parish of St-Maxime, west of the Justinienne road, measuring one arpent in width by nine arpents and three perches in depth, more or less, as to depth; bounded in front on the east by André Poulin at the place commonly called "désert", on the west by Valère and Joseph Rhéaume, on one side to the north by Joseph Z. Parent and on the other side to the south by Eloi Bouffard, the said lot of land forms part of lots numbers three hundred and eighty-three and three hundred and eighty-four (383 & 384) on the official cadastral plan in the book of reference for the said parish of St-Isidore, now forming part of St-Maxime;

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court Room of the Court House in the city of St-Joseph, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St-Joseph de Beauce, September 29, 1949.

ROSARE BEAUDOIN,
25869-40-2 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 270802 Dame Réjane Poirier, plaintiff; vs Roméo Farah Lajoie, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, on the 23rd day of June, 1949, in a case bearing No. 270802 of the said Court, wherein Dame Rejane Poirier, wife separate as to property by marriage contract of Jean Marie Corbell, insurance broker, with whom

avec lequel elle demeure à Montréal, dit district, et d'après autorisée par ce dernier est demanderesse et Roméo Farah Lajoie, gérant, de Montréal, dit district, est défendeur, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

1° "Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Des Érables, en la cité de Montréal, composé du lot de terre numéro un de la resubdivision officielle du lot numéro cinq cent dix de la redivision officielle du lot originaire numéro douze (12-510-1), et du lot de terre numéro deux de la resubdivision officielle du lot numéro cinq cent neuf de la redivision officielle dudit lot originaire numéro douze (12-509-2) tous deux du même cadastre du Village de la Côte de la Visitation, contenant ledit emplacement vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

Avec droit de passage dans la ruelle située en arrière, aux conditions ordinaires d'entretien.

Avec les bâtisses construites sur ledit emplacement et notamment la maison contenant trois logements portant les numéros 4811, 4813 et 4815 de ladite rue des Érables, les murs latéraux desdites bâtisses étant mitoyens des deux côtés et le droit de mitoyenneté dans le mur sud-est ayant été réservé par l'auteur des vendeurs."

2° "Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue des Érables, en la cité de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sous le numéro un de la resubdivision officielle du lot numéro cinq cent onze de la redivision officielle du lot originaire numéro douze (12-511-1), et sous le numéro deux de la resubdivision officielle du lot numéro cinq cent dix de la redivision officielle du lot originaire numéro douze (12-510-2) au cadastre du village de la Côte de la Visitation, contenant ledit emplacement vingt-quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

Avec droit de passage dans la ruelle située en arrière, aux conditions ordinaires d'entretien.

Avec les bâtisses construites sur ledit emplacement et notamment la maison contenant trois logements portant les numéros 4817, 4817a et 4819 de la rue Des Érables les murs latéraux desdites bâtisses étant mitoyens des deux côtés."

3° "Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Des Érables, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux de la resubdivision officielle du lot numéro cinq cent onze de la redivision officielle du lot originaire numéro douze (12-511-2) au cadastre du village de la Côte de la Visitation, contenant vingt-quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise.

Avec droit de passage dans la ruelle située en arrière, aux conditions ordinaires d'entretien.

Avec aussi les bâtisses construites sur ledit emplacement et notamment la maison contenant trois logements portant les numéros 4821, 4821a et 4823 de la rue Des Érables, les murs latéraux des dites bâtisses étant mitoyens des deux côtés."

4° "Un lot de terre ayant front sur la rue Des Érables, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent douze de la redivision officielle du lot originaire numéro douze (12-512) au cadastre du village de la Côte de la Visitation, contenant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-sept pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

Avec droit de passage dans la ruelle située en arrière aux conditions ordinaires d'entretien.

she lives in Montreal, said district, and duly authorized by the latter, is plaintiff; and Roméo Farah Lajoie, manager, Montreal, said district, is defendant, ordering the licitation of the immovables described as follows:

1. A lot of land or emplacement situate on Des Érables street, in the city of Montreal, composed of the lot of land number one of the official resubdivision of lot number five hundred and ten of the official redivision of original lot number twelve (12-510-1), and the lot of land number two of the official resubdivision of lot number five hundred and nine of the official redivision of said original lot number twelve (12-509-2) both of the same cadastre for the Village of Côte de la Visitation, the said emplacement measuring twenty-five feet in width by eighty-seven feet in depth, more or less, English measure.

With right of way in the lane situate in rear of same, under usual conditions of maintenance.

With the buildings erected on the said emplacement and in particular the house containing three dwellings bearing numbers 4811, 4813 and 4815 of said des Érables street, the side walls of said buildings being "mitoyens" on both sides and right of "mitoyenneté" in the southeast wall having been reserved by the auteur of the vendors.

2. A lot of land or emplacement fronting on Des Érables street, in the city of Montreal, composed of the lots of land known and designated under number one of the official resubdivision of lot number five hundred and eleven of the official redivision of original lot number twelve (12-511-1) and under number two of the official resubdivision of lot number five hundred and ten of the official redivision of original lot number twelve (12-510-2) of the official cadastre for the Village of Côte de la Visitation, the said emplacement measuring twenty-four feet in width by eighty-seven feet in depth, more or less, English measure.

With right of way in the lane in rear thereof, under usual conditions of maintenance.

With the buildings erected on the said emplacement, in particular the house containing three dwellings bearing numbers 4817, 4817a and 4819 Des Érables street, the side walls of said buildings being "mitoyens" on both sides.

3. A lot of land or emplacement fronting on Des Érables street, in the city of Montreal, known and designated under number two of the official resubdivision of lot number five hundred and eleven of the official redivision of original lot number twelve (12-511-2) of the cadastre for the Village of Côte de la Visitation, measuring twenty-four feet in width by eighty-seven feet in depth, more or less, English measure.

With right of way in the lane in rear thereof, under usual conditions of maintenance.

With also the buildings erected on the said emplacement, in particular the house containing three dwellings bearing numbers 4821, 4821a and 4823 Des Érables street, the side walls of the said buildings being "mitoyens" on both sides.

4. A lot of land fronting on Des Érables street, in the city of Montreal, known and designated under number five hundred and twelve of the official redivision of original lot number twelve (12-512) of the cadastre for the Village of Côte de la Visitation, the said lot measuring twenty-five feet in width by eighty-seven feet in depth, more or less, English measure.

With right of way in the lane in rear thereof under usual conditions of maintenance.

Avec les bâtisses dessus construites notamment la maison contenant trois logements portant les numéros 4825, 4827 et 4829 de la dite rue Des Érables.

Avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment celle en vertu de laquelle toutes portes, fenêtres ou ouvertures et cheminées existant actuellement dans et sur les bâtisses construites sur les lots numéros cinq cent douze et cinq cent treize de la dite redivision du lot originaire numéro douze (12-512 & 513) resteront telles qu'elles sont actuellement, et ce en vertu d'un acte d'établissement de servitude fait entre Joseph et Edmond Beuparland et Alexandre Tousignant, devant Me J. M. Savignac, notaire, le trente-et-un décembre mil neuf cent vingt-huit et enregistré à Montréal sous le numéro 200292.

5° "Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Des Érables, en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent seize de la redivision officielle du lot originaire numéro douze (12-516) au cadastre du village de la Côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-sept-pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

Avec droit de passage dans la ruelle située en arrière aux conditions ordinaires d'entretien.

Avec les bâtisses dessus construites et notamment la maison contenant trois logements portant les numéros 4849, 4851 et 4853 de la rue des Érables.

Tel et ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes ses circonstances et dépendances, servitudes actives et passives s'y rattachant, sans exception ni réserve de la part des vendeurs.

A noter qu'il est établi sur les immeubles ci-dessus décrits en deuxième et en troisième lieux des servitudes mutuelles et réciproques en vertu desquelles toutes portes, fenêtres ou ouvertures et cheminées existant actuellement dans et sur telles bâtisses resteront telles qu'elles sont actuellement.

Lesdits emplacements ou immeubles seront mis à l'enchère et adjugés séparément au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI le 17 NOVEMBRE 1949 à 10 heures de l'avant-midi, Cour tenante, au palais de justice, à Montréal, dans la salle d'audience N° 31 ou dans toute autre salle désignée par le juge, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les parties intéressées de déposer lesdites oppositions dans lesdits délais, elles seront forcloses du droit de le faire.

Tout enchérisseur devra avant d'être admis à faire une offre ou une enchère, sur chacun de ces immeubles, un dépôt de \$2,000.00.

Montréal, le 7 octobre 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
25906-41-2-o LORANGER & CHAMPAGNE
132, Ouest, rue St Jacques Montréal.

With the buildings thereon erected, in particular the house containing three dwellings bearing numbers 4825, 4827 and 4829 of said Des Érables street.

With all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable and notably that in virtue of which all doors, windows and openings and chimneys actually existing in and on the buildings built on lots numbers five hundred and twelve and five hundred and thirteen of the said redivision of original lot number twelve (12-512 & 513) shall remain as they actually are, and this, in virtue of a deed establishing the servitude made between Joseph and Edmond Beuparland and Alexandre Tousignant, before Me J. M. Savignac, notary, on the thirty-first of December, one thousand nine hundred and twenty-eight, and registered at Montreal under No. 200292.

5. A lot of land or emplacement fronting on Des Érables street, in the city of Montreal, known and designated under number five hundred and sixteen of the official redivision of original lot number twelve (12-516) of the cadastre for the Village of "Côte de la Visitation", measuring twenty-five feet in width by eighty-seven feet in depth, more or less, English measure.

With right of way in the lane in rear thereof under usual conditions of maintenance.

With the buildings thereon erected, in particular the house containing three dwellings bearing numbers 4849, 4851 and 4853 Des Érables street.

As the whole presently subsists, with all the circumstances and dependencies, active and passive servitudes attaching thereto, without exception or reserve on the part of the vendors.

To be noted also that there are established, on the immovables hereinabove secondly and thirdly described, mutual and reciprocal servitudes in virtue of which all doors, windows or openings and chimneys existing actually in and on said buildings, shall remain as they actually are.

The said emplacements or immovables will be sold by auction and adjudged separately to the highest and last bidder, on THURSDAY the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court House, at Montreal, in Court Room No. 31 or in any other room designated by the Judge, subject to the charges, clauses and conditions, indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$2,000 on each of the said immovables shall be exacted from each and every bidder before making a bid.

Montreal, October 7, 1949.

LORANGER & CHAMPAGNE,
Attorneys for plaintiff.
25906-41-2 132, St. James street West, Montreal.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS

ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Cour Supérieure
séant en matière de faillite, N° 39F

Vente en exécution d'une ordonnance rendue par l'Honorable Juge Wilfrid Girouard, suivant article 45, chapitre 11, S.R.C. 1947.

Dans l'affaire de HENRI LEROUX, garagiste, de la paroisse de St-Paul de Chester. Cédant autorisé.

Un terrain ou emplacement situé sur le coté sud du chemin de St-Philippe, dans la paroisse de St-Paul de Chester, connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-Paul de Chester, comme faisant partie du numéro 13 (p. 13), de figures irrégulière, avec un hangar à deux étages, de 30 pieds de largeur sur 80 pieds de longueur, le tout plus ou moins renfermé dans les bornes suivantes: En front au chemin de St-Philippe, en arrière aux murs du hangar précité d'un côté à 10 pieds de la galerie de Paul Lyonnais, et de l'autre côté à partir du coin du hangar à aller à 45 pieds du côté du chemin public, à un poteau planté dans le sol, et de ce poteau, 25 pieds à aller du hangar d'Octave Lafontaine, avec les réserves et les droits mentionnés dans cet acte de vente passé devant Mtre C. R. Garneau, notaire d'Arthabaska, le 22 septembre 1948, et enregistré sous le numéro 98994 du bureau d'enregistrement d'Arthabaska;

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 11 octobre 1949. 25907-41-2-o
[Première insertion: 15 octobre 1949]

GASPÉ

Bonis et de Terris

Cour Supérieure.— District de Gaspé

N° 2954. { LOYD ANNETT, propriétaire de garage, du village de Gaspé, comté de Gaspé, province de Québec, demandeur, vs MAJELLA SAMUEL, chauffeur de taxi, de Rivière-au-Renard, comté et district de Gaspé, province de Québec, défendeur.

Description: Un certain morceau ou parcelle de terre situé à Petite Rivière-au-Renard, comté de Gaspé-Nord, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fox comme étant le lot numéro 293-2 du premier rang-ouest, dudit canton de Fox.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Rivière-au-Renard, comté de Gaspé, P.Q., le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., 19 septembre 1949. 25784-38-2
[Première insertion: 24 septembre 1949]

HULL

Cour Supérieure — District de Hull

N° III { J. WILFRID STE-MARIE, avocat et Conseiller du Roi, de la cité de Hull, dit district, demandeur, vs VICTORIA PAYNE, épouse séparée de biens de Roy Lusk,

ARTHABASKA

Superior Court
sitting in Bankruptcy, No. 39F

Sale executing an Order rendered by Honourable Justice Wilfrid Girouard, pursuant to section 45, chapter 11, R.S.C. 1947.

In the matter of HENRI LEROUX, garage-keeper, of the parish of St. Paul de Chester, Authorized Assignor.

A lot of land or emplacement situate on the south side of the St-Philippe road, in the parish of St. Paul de Chester, known and designated on the cadastre for the parish of St. Paul de Chester as forming part of lot number 13 (Pt. 13), of irregular figure, with a two storey shed of 30 feet in width by 80 feet in length, the whole more or less, enclosed within the following boundaries: in front by the St-Philippe road, in rear by the walls of the aforesaid shed, on one side, 10 feet distant from the gallery of Paul Lyonnais, and on the other side, starting from the corner of the shed up to 45 feet from the side of the public road, to a post planted in the ground, and from said post 25 feet as far as the shed of Octave Lafontaine with the reserves and rights mentioned in that deed of sale passed before Mtre C. R. Garneau, notary, of Arthabaska, on September 22, 1948, and registered under number 98994, of the Registry Office of Arthabaska.

To be sold at the church door of the parish of St. Paul de Chester, county of Arthabaska, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, October 11, 1949. 25907-41-2
[First insertion: October 15, 1949]

GASPÉ

Bonis et de Terris

Superior Court — District of Gaspé

No. 2954 { LOYD ANNETT, garage proprietor of the village of Gaspé, county of Gaspé, province of Quebec, plaintiff, vs MAJELLA SAMUEL, taxi driver of Fox River, county and district of Gaspé, province of Quebec, defendant.

Description: A certain piece or parcel of land situate at Little Fox River, county of Gaspé North, Province of Quebec, known and designated, on the official plan and book of reference of the township of Fox as lot number 293-2 of the first Range West, of the said Township of Fox.

To be sold at the church door in the village of Rivière au Renard, Gaspé county, P.Q., on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., September 19th, 1949. 25784-38-2-o
[First insertion: September 24, 1949]

HULL

Superior Court — District of Hull

No. III { J. WILFRID STE-MARIE, advocate and King's Counsel, of the city of Hull, said district, plaintiff; vs VICTORIA PAYNE, wife separate as to property of

ci-devant du canton d'Eardley et actuellement de Fort Coulonge et ledit Roy Lusk pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Le numéro cinq (5) du cinquième rang du canton d'Eardley, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Dominique de Luskville, le 24 OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Bureau du Shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, le 17 septembre 1949. 25785-38-2
[Première insertion: 24 septembre 1949]

Roy Lusk, heretofore of the township of Eardley and actually of Fort Coulonge, and the said Roy Lusk, to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

Lot number five (5) of the fifth range of the township Eardley — with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of St-Dominique de Luskville, on the TWENTY-FOURTH of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, I. ST-PIERRE, Sheriff.
Hull, September 17, 1949. 25785-38-2
[First insertion: September 24, 1949]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } THE BANK OF NOVA
C. S. 57,614 } SCOTIA vs THE GEORGE M. BRUNTON CONSTRUCTION COMPANY LIMITED.

1. Les subdivisions Nos 2 (deux), 3 (trois), 4 (quatre), 5 (cinq), 6 (six), 7 (sept), 8 (huit), 9 (neuf), 10 (dix), 11 (onze), 12 (douze), 13 (treize), 14 (quatorze), 15 (quinze), 16 (seize), 17 (dix-sept), 18 (dix-huit), 19 (dix-neuf), 20 (vingt), 21 (vingt-et-un), 22 (vingt-deux), 23 (vingt-trois), 24 (vingt-quatre), 25 (vingt-cinq), 26 (vingt-six), 27 (vingt-sept), 28 (vingt-huit), 29 (vingt-neuf), 30 (trente), 31 (trente-et-un), 32 (trente-deux), 33 (trente-trois), 34 (trente-quatre), 35 (trente-cinq), 36 (trente-six), 37 (trente-sept), 38 (trente-huit), 39 (trente-neuf), 40 (quarante), 41 (quarante-et-un), 42 (quarante-deux), 43 (quarante-trois), 44 (quarante-quatre), 45 (quarante-cinq), 46 (quarante-six), 47 (quarante-sept), 48 (quarante-huit), 49 (quarante-neuf), 50 (cinquante), 51 (cinquante-et-un), 52 (cinquante-deux), 53 (cinquante-trois), 54 (cinquante-quatre), 55 (cinquante-cinq), 56 (cinquante-six), 57 (cinquante-sept), 58 (cinquante-huit), 59 (cinquante-neuf), 60 (soixante), 61 (soixante-et-un), 62 (soixante-deux), 63 (soixante-trois), 64 (soixante-quatre), 65 (soixante-cinq), 66 (soixante-six), 67 (soixante-sept), 68 (soixante-huit), 69b (soixante-neuf B), 70b (soixante-dix B) et 71 (soixante-et-onze) du lot N° 685 (six cent quatre vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf, étant des lots situés au Lac St-Joseph.

2. La partie non subdivisée de cette partie du dit lot N° 585 (cinq cent quatre-vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine étant un lot de terre compris entre le Lac St-Joseph et le Chemin Public, borné au sud-ouest par le Lac St-Joseph, au nord-est par le chemin public, au nord-ouest par le lot N° 686 et au sud-est par le lot N° 684; sauf à distraire de ladite partie un lopin borné en front au Lac St-Joseph et y mesurant 42 pieds de largeur par 70 pieds de profondeur et bornée d'un côté au lot N° 684 et de l'autre côté en arrière au résidu du dit lot N° 685.

3. Partie du lot N° 684 (six cent quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf, étant un lopin de terre de forme triangulaire situé au Lac St-Joseph, borné au nord-ouest au lot N° 685, au nord-est par le chemin public et sud-ouest par une ligne tirée à quatre-vingt pieds anglais de la pointe du triangle.

4. Partie du lot N° 684 (six cent quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } THE BANK OF NOVA
S. C. 57,614 } SCOTIA vs THE GEORGE M. BRUNTON CONSTRUCTION COMPANY LIMITED.

1. Subdivisions numbers two (2), three (3), four (4), five (5), six (6), seven (7), eight (8), nine (9), ten (10), eleven (11), twelve (12), thirteen (13), fourteen (14), fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17), eighteen (18), nineteen (19), twenty (20), twenty-one (21), twenty-two (22), twenty-three (23), twenty-four (24), twenty-five (25), twenty-six (26), twenty-seven (27), twenty-eight (28), twenty-nine (29), thirty (30), thirty-one (31), thirty-two (32), thirty-three (33), thirty-four (34), thirty-five (35), thirty-six (36), thirty-seven (37), thirty-eight (38), thirty-nine (39), forty (40), forty-one (41), forty-two (42), forty-three (43), forty-four (44), forty-five (45), forty-six (46), forty-seven (47), forty-eight (48), forty-nine (49), fifty (50), fifty-one (51), fifty-two (52), fifty-three (53), fifty-four (54), fifty-five (55), fifty-six (56), fifty-seven (57), fifty-eight (58), fifty-nine (59), sixty (60), sixty-one (61), sixty-two (62), sixty-three (63), sixty-four (64), sixty-five (65), sixty-six (66), sixty-seven (67), sixty-eight (68), sixty-nine B (69b), seventy B (70b) and seventy-one (71) of lot six hundred and eighty-five (685), of the official cadastre for the parish of Ste-Catherine, county of Portneuf, being lots situate at Lake St. Joseph.

2. The unsubdivided part of that part of said lot number five hundred and eighty-five (No. 585) on the official cadastre for the parish of Ste-Catherine, being a lot of land contained between Lake St. Joseph and the Public Road, bounded on the southwest by Lake St. Joseph on the north-east by the public road, on the northwest by lot No. 686 and on the southeast by lot No. 684, save to be deducted from the said part, a parcel of land bounded in front by Lake St. Joseph and measuring 42 feet in width by 70 feet in depth and bounded on one side by lot No. 684 and on the other side and in rear by the residue of said lot No. 685.

3. Part of lot number six hundred and eighty-four (No. 684) on the official cadastre for the parish of Ste-Catherine, county of Portneuf, being a parcel of land of triangular figure situate at Lake St. Joseph, bounded on the northwest by lot No. 685, on the northeast by the public road and on the southwest by a line drawn at eighty feet, English measure, from the point of the triangle.

4. Part of lot number six hundred and eighty-four (No. 684) on the official cadastre for the

Ste-Catherine, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au Lac St-Joseph, mesurant 278 pieds de front par 600 pieds de profondeur, borné à l'ouest au dit lot N° 685 et des autres côtés au résidu du dit lot N° 684, la ligne nord étant tirée à 716 pieds de la ligne de division du dit lot N° 684; le tout avec droit de passage en commun avec d'autres sur une lisière de 12 pieds de largeur partant de la partie ci-dessus décrite et allant au Lac St-Joseph, le long de la ligne nord-ouest du dit lot N° 684.

A charge l'immeuble décrit au paragraphe deuxième et les subdivisions Nos 55, 56 et 71 décrites au paragraphe premièrement, des servitudes de passage, de lignes électriques et de non-construction.

Le tout pour être vendu en bloc.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Ste-Catherine de Portneuf, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 12 octobre 1949. 25908-41-2-o
[Première insertion: 15 octobre 1949]
[Seconde insertion: 29 octobre 1949]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Province de Québec, { CIE D'ASSURANCE
District de { CANADIENNE
St-Hyacinthe, { MERCANTILE, corps po-
N° 11751 { litique et incorporé, léga-
lement constitué, ayant son siège social et bureau
d'affaires en les cité et district de St-Hyacinthe,
demanderesse, vs LUCIEN TARDIF, de Victo-
riaville, district d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

1. Un emplacement connu sous le no. trente-cinq au cadastre officiel du village de Beaulac, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées.

2. Un morceau de terre connu comme faisant partie du lot no. trente-six (P. 36) du cadastre officiel du village de Beaulac, mesurant trois pieds de largeur sur la rue Archambault, qui le borne en front par vingt et un pieds et demi de profondeur, formant une superficie de soixante-cinq pieds, borné du côté sud-est par le numéro trente-cinq, en arrière au sud-ouest et du côté nord-ouest par le résidu dudit numéro trente-six, avec circonstances et dépendances.

3. Une bâtisse mesurant environ dix pieds par vingt pieds, construite sur la partie nord du lot numéro trente-trois (P. nord 33) du cadastre officiel pour le village de Beaulac."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Charles Borromée de Garthby, (Beaulac), le DIX-NEUF NOVEMBRE 1949, à 10.30 hrs. a.m. (heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. P. C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 6 octobre 1949. 25909-41-2-o
[Première insertion: 15 octobre 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistrat, { NESTOR LAVI-
District de St-Hyacinthe, { GNE, cultiva-
N° 11819. { teur, de Saint-Simon

parish of Ste-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land situate at Lake St. Joseph, measuring 278 feet in front by 600 feet in depth, bounded on the west by said lot No. 685 and on the other sides by the residue of said lot No. 684, the north line being drawn at 716 feet from the division line of said lot No. 684; the whole with right of way in common with others over a strip of land 12 feet wide started from the part above described and running to lake St. Joseph, along the northwest line of said lot No. 684.

The immovable described in the second paragraph and the subdivisions Nos. 55, 56 and 71 described in the first paragraph, being subject to servitudes of passage, electric lines and no building.

The whole to be sold "en bloc".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Catherine, county of Portneuf, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, October 12, 1949. 25908-41-2
[First insertion: October 15, 1949]
[Second insertion: October 29, 1949]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Province of Québec, { CIE D'ASSURANCE
District of { CANADIENNE
St. Hyacinthe, { MERCANTILE, body po-
No. 11751 { litic and incorporated, lega-
lly constituted, having its head office and place
of business in the city and district of St. Hyacinthe, plaintiff, vs LUCIEN TARDIF, of Victo-
riaville, district of Arthabaska, defendant.

As belonging to the said defendant:

1. A piece of ground known under the number thirty-five upon the official cadastral plan for the village of Beaulac, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, servitudes active and passive, apparent or occult attached thereto.

2. A piece of land known as being part of lot number thirty-six (P. 36) of the official cadastral plan for the village of Beaulac, measuring three feet in width on Archambault street, which bounds it in front by twenty-one feet and a half in depth, forming a superficies of sixty-five feet, bounded on the southeast side by the number thirty-five, in rear to the southwest and on the northwest side by the residue of said number thirty-six, with circumstances and dependencies.

3. A building measuring about ten feet by twenty feet, erected on the north part of lot number thirty-three (P. North 33), on the official cadastral plan for the village of Beaulac."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Charles Borromée de Garthby (Beaulac), on the NINETEENTH of NOVEMBER 1949, at 10.30 o'clock in the forenoon (standard time).

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, October the 6th, 1949. 25909-41-2-o
[First insertion: October 15th, 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court, { NESTOR LAVI-
District of St-Hyacinthe, { GNE, farmer,
No. 11819. { of Saint-Simon de

de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, demandeur vs ROLLAND MARTEL, cultivateur et camionneur de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Saisies comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Patrick, étant le lot numéro deux cent vingt-six (226) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, de la contenance de deux arpents de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, plus ou moins, ayant une superficie d'environ quarante-deux arpents, bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres du rang Saint-Georges, du côté nord-ouest par le lot numéro deux cent vingt-cinq appartenant à Lucien Montmarquette, et du côté sud-est par le lot numéro deux cent vingt-sept appartenant à Dame Napoléon Blanchard. Avec bâtisses y dessus érigées.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Patrick, étant le lot numéro deux cent trente (230) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, de la contenance de deux arpents de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, plus ou moins, ayant une superficie d'environ quarante-deux arpents, bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres du rang Saint-Georges, du côté nord-ouest par le lot numéro deux cent vingt-neuf appartenant à Emilien Blanchette, et du côté sud-est par le lot numéro deux cent trente-et-un appartenant à Robert Blanchette. Avec bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Liboire, comté de Bagot, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
St-Hyacinthe, le 12 octobre 1949. 25928-41-2-c
[Première insertion: 15 octobre 1949]

Bagot, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff, vs ROLLAND MARTEL, farmer and carter, of Saint-Liboire, district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

1. A farm situate in the parish of Saint-Liboire, in the Saint-Patrick range, being lot number two hundred and twenty-six (226) of the official cadastre for the parish of Saint-Liboire, county of Bagot, measuring two arpents in width by twenty-one arpents in depth, more or less, having a superficial area of about forty-two arpents, bounded in front by the public road, in depth by the lands of the Saint-Georges range, on the northwest side by lot number two hundred and twenty-five, belonging to Lucien Montmarquette, and on the southeast side by lot number two hundred and twenty-seven belonging to Dame Napoléon Blanchard. With buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Saint-Liboire, in the Saint Patrick range, being lot number two hundred and thirty (230) of the official cadastre for the parish of Saint-Liboire, county of Bagot, measuring two arpents in width by twenty-one arpents in depth, more or less, having a superficial area of about forty-two arpents, bounded in front by the public road, in depth by the lands of the Saint-Georges range, on the northwest side by lot number two hundred and twenty-nine belonging to Emilien Blanchette, and on the southeast side by lot number two hundred and thirty-one belonging to Robert Blanchette. With buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Liboire, county of Bagot, on the NINETEENTH day of NOVEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Hyacinthe, October 12, 1949 25928-41-2
[First insertion: October 15, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 41

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Alberto Inc. (Directeurs)	2392
American Paper Box Co. Limited (Directeurs)	2392
C. Champoux Inc. (Distribution de l'actif)	2392
Domestic Electric Limited (Distribution de l'actif)	2390
La Caisse Populaire de Breakeyville (Fondation)	2391
L'Association Canadienne d'Urbanisme, — Division de la Province de Québec — The Community Planning Association of Canada — Quebec Provincial Division (Directeurs)	2391
Le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Cuir et de la Chaussure des Trois-Rivières Inc. (Existence terminée)	2391
Mégantic, ville de (Construction d'un barrage)	2390
Romaine River Railway Company (Directeurs)	2391
The Arvida Athletic & Recreation (A.A.R.A.) (Changement de nom)	2390

Index of the Quebec Official Gazette, No. 41

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alberto Inc. (Directors)	2392
American Paper Box Co. Limited (Directors)	2392
C. Champoux Inc. (Distribution of the assets)	2392
Domestic Electric Limited (Distribution of the assets)	2390
La Caisse Populaire de Breakeyville (Foundation)	2391
L'Association Canadienne d'Urbanisme, — Division de la Province de Québec — The Community Planning Association of Canada — Quebec Provincial Division (Directors)	2391
Le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Cuir et de la Chaussure des Trois-Rivières Inc. (Existence terminated)	2391
Mégantic, town of (Construction of a dam)	2390
Romaine River Railway Company (Directors)	2391
The Arvida Athletic & Recreation Association (A.A.R.A.) (Change of name)	2390

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES
AFFAIRES:

Fred Mannix & Company Limited.....	2392
James Bay South, Incorporated.....	2393

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Lotbinière, village de.....	2393
St-Maxime du Mont-Louis, munic. de.....	2393

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Montmorency.....	2393
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Québec.....	2394
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Rouville.....	2394
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Saguenay.....	2394

AGRICULTURE:

<i>Industrie Laitière:</i>	
Ordonnance N° 44-48B — Abitibi.....	2394

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Bonaventure, munic. scolaire de.....	2395
Lauzon, munic. scolaire de.....	2396
Pointe-Claire, munic. scolaire de.....	2396
Ste-Angèle-de-Monnoir, munic. scolaire de.....	2395
St-Moïse, munic. scolaire de.....	2396
St-Pierre-de-Broughton, munic. scolaire de.....	2396

TERRES ET FORÊTS:

Granby, canton de.....	2396
St-Cyprien, paroisse de.....	2397
Ste-Agathe-des-Monts, paroisse de.....	2397
St-Valentin, paroisse de.....	2397

TRAVAIL:

Comité paritaire du commerce de détail de Richmond-Melbourne (Modification).....	2397
Epiceries, boucheries et restaurants de la cité de Sherbrooke (Modification).....	2400
Métiers de l'imprimerie dans le district de Montréal (Modification).....	2398

VOIRIE:

St-Fabien-de-Panet, paroisse de.....	2401
--------------------------------------	------

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: étude du droit.....	2401
-----------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Alphonse Turgeon Inc.....	2374
Audograph Limited.....	2375
Beaulac Assurance Inc.....	2375
Café Hi-Ho Inc.....	2375
Canadian Beef & Pork Supply Co. Ltd.....	2376
Canadian Cameo Chime Company Limited.....	2376
Chantigny Electric Limitée.....	2377
City Hall Avenue Garage Incorporated.....	2376
C. J. Brown & Company Limited.....	2377
Club Auto-Moto Inc.....	2377
Davis and Wagner and Service Station Limited.....	2378
Grace Realty Ltd.....	2378
Hakoah Country Club Inc.....	2378
J. A. Roberge & Fils Limitée — J. A. Roberge & Sons Limited.....	2379
J. Beaudoin Ltée.....	2379
Katkin Business Equipment Co.....	2379
La Ligue des Contribuables de la Corporation de la ville de Lachute Incor-	

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Fred Mannix & Company Limited.....	2392
James Bay South, Incorporated.....	2393

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Lotbinière, village of.....	2393
St-Maxime du Mont-Louis, munic. of.....	2393

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the county of Montmorency.....	2393
Dissolution of farmers' clubs in the county of Québec.....	2394
Dissolution of farmers' clubs in the county of Rouville.....	2394
Dissolution of farmers' clubs in the county of Saguenay.....	2394

AGRICULTURE:

<i>Dairy Industry:</i>	
Order No. 44-48B — Abitibi.....	2394

EDUCATION:

Bonaventure, school munic. of.....	2395
Lauzon, school munic. of.....	2396
Pointe-Claire, school munic. of.....	2396
Ste-Angèle-de-Monnoir, school munic. of.....	2395
St-Moïse, school munic. of.....	2396
St-Pierre-de-Broughton, school munic. of.....	2396

LANDS AND FORESTS:

Granby, township of.....	2396
St-Cyprien, parish of.....	2397
Ste-Agathe-des-Monts, parish of.....	2397
St-Valentin, parish of.....	2397

LABOUR:

Joint Committee of Richmond's and Melbourne's Retail Trade (Amendment).....	2397
Restaurants, groceries and butcher shops in the city of Sherbrooke (Amendment).....	2400
Printing trades in the district of Montreal (Amendment).....	2398

ROADS:

St-Fabien-de-Panet, parish of.....	2401
------------------------------------	------

BAR EXAMINATION:

Quebec: study of law.....	2401
---------------------------	------

LETTERS PATENT:

Alphonse Turgeon Inc.....	2374
Audograph Limited.....	2375
Beaulac Assurance Inc.....	2375
Café Hi-Ho Inc.....	2375
Canadian Beef & Pork Supply Co. Ltd.....	2376
Canadian Cameo Chime Company Limited.....	2376
Chantigny Electric Limitée.....	2377
City Hall Avenue Garage Incorporated.....	2376
C. J. Brown & Company Limited.....	2377
Club Auto-Moto Inc.....	2377
Davis and Wagner and Service Station Limited.....	2378
Grace Realty Ltd.....	2378
Hakoah Country Club Inc.....	2378
J. A. Roberge & Fils Limitée — J. A. Roberge & Sons Limited.....	2379
J. Beaudoin Ltée.....	2379
Katkin Business Equipment Co.....	2379
La Ligue des Contribuables de la Corporation de la ville de Lachute Incor-	

porée — Tax Payers of Lachute Town Incorporated	2380	porée — Tax Payers of Lachute Town Incorporated	2380
Laurentide Housing Construction Inc.	2380	Laurentide Housing Construction Inc.	2380
Le Prêt Hypothécaire	2402	Le Prêt Hypothécaire	2402
Les Fermes Hatley Inc. — Hatley Farms Inc.	2380	Les Fermes Hatley Inc. — Hatley Farms Inc.	2380
MacCallum Godbout Ltd.	2381	MacCallum Godbout Ltd.	2381
Manoir Clairval Ltée.	2381	Manoir Clairval Ltée.	2381
Marché de Fruits Jacques Cartier Ltée.	2381	Marché de Fruits Jacques Cartier Ltée.	2381
Metis Beach Community Association.	2381	Metis Beach Community Association.	2381
Roberval Wood Products Company Ltd.	2382	Roberval Wood Products Company Ltd.	2382
Senior Dress Inc.	2382	Senior Dress Inc.	2382
Service Tool Mfg. Co. Ltd.	2383	Service Tool Mfg. Co. Ltd.	2383
St-Hyacinthe Transport (1949) Inc.	2383	St-Hyacinthe Transport (1949) Inc.	2383
St-Jean-Baptiste Boulevard Taxi Association.	2383	St-Jean-Baptiste Boulevard Taxi Association.	2383
Superior Iron & Metal Co. Ltd.	2384	Superior Iron & Metal Co. Ltd.	2384
Twin Mountain Home.	2384	Twin Mountain Home.	2384
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	2402	Miscellaneous.	2402
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Art Construction Ltd.	2402	Art Construction Ltd.	2402
Caswell Construction (Quebec) Limited.	2402	Caswell Construction (Quebec) Limited.	2402
Hatchcraft Ltd.	2384	Hatchcraft Ltd.	2384
Marché de Fruits Jacques-Cartier Ltée.	2402	Marché de Fruits Jacques-Cartier Ltée.	2402
R. Martineau, Limitée.	2402	R. Martineau, Limitée.	2402
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Bedford, ville de.	2406	Bedford, town of.	2406
McMasterville, commission scolaire protestante de.	2407	McMasterville, Protestant School Commission.	2407
Mont-Royal, commission scolaire catholique de la ville de.	2403	Mount Royal, Catholic School Commission of the town of.	2403
Plessisville, village de.	2404	Plessisville, village of.	2404
Ste-Thérèse, ville de.	2408	Ste-Thérèse, town of.	2408
St-Etienne-de-Lauzon, commission scolaire de.	2409	St-Etienne-de-Lauzon, School Commission of.	2409
St-Roch-de-Mékinac, munic. de.	2405	St-Roch-de-Mékinac, munic. de.	2405
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Valcartier Development Inc.	2410	Valcartier Development Inc.	2410
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Haman vs Drouin <i>et al</i>	2411	Haman vs Drouin <i>et al</i>	2411
Poirier vs Lajoie.	2412	Poirier vs Lajoie.	2412
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Montréal, cité de.	2385	Montréal, city of.	2385
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Leroux, Henri.	2414	Leroux, Henri.	2414
GASPÉ:		GASPÉ:	
Annet vs Samuel.	2415	Annett vs Samuel.	2415
HULL:		HULL:	
Ste-Marie vs Payne <i>et vir</i>	2415	Ste-Marie vs Payne <i>et vir</i>	2415
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
The Bank of Nova Scotia vs The George M. Breenton Construction Company Limited.	2416	The Bank of Nova Scotia vs The George M. Breenton Construction Company Limited.	2416
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Cie d'Assurance Canadienne Mercantile vs Tardif.	2417	Cie d'Assurance Canadienne Mercantile vs Tardif.	2417
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Lavigne vs Martel.	2417	Lavigne vs Martel.	2417
25935-o		25935-o	